



BAROMÈTRE AmCham-Bain 2024

Le moral des investisseurs américains en France

24^{ème} édition



BAIN & COMPANY 

Sommaire

1	Avant-propos	2
2	24 ans d’attractivité de la France auprès des investisseurs américains	4
3	Baromètre 2024 sur le moral des investisseurs américains en France	6
	Les 6 chiffres à retenir de cette 24^{ème} édition	6
	Attractivité de la France	8
	Projections sur le contexte économique.	9
	Attractivité de la France pour les investisseurs américains.	11
	Comparaison de l’attractivité de la France avec les autres pays d’Europe	17
	Attractivité de la France pour les collaborateurs étrangers	19
	Talents et innovation en France	21
	Écosystème d’innovation en France	22
	Essor de l’Intelligence Artificielle en France	23
	Pool de talents et système de formations en France	26
	Événements impactant l’attractivité de la France	29
	Transition écologique	30
	Turbulences mondiales	32
	Contexte politique national	36
	Attractivité des régions françaises	39
	Attractivité des régions en France	40
	Politiques régionales	42
4	Recommandations de l’AmCham France	44
5	Méthodologie et profil des investisseurs américains interrogés	50
6	À propos de l’AmCham France et de Bain & Company	52

Avant-propos

La 24^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain traduit un sentiment mitigé des investisseurs américains face à un **contexte économique et géopolitique turbulent**. Ils sont maintenant **presque autant à estimer que le contexte économique en France s'est amélioré en 2023 (33%), qu'à penser qu'il s'est détérioré (32%),** confirmant une **incertitude** croissante depuis 2022. Pour autant, lorsque les répondants se projettent sur les **2 à 3** prochaines années, **36% estiment que l'évolution du contexte économique français sera positive.** Cela représente une hausse de **14 points par rapport à 2022,** signalant un **certain regain de confiance.**

Une **majorité des investisseurs américains (52%)** pense que la **perception de la France par leur maison-mère est bonne ou excellente** par rapport aux autres pays d'Europe. Cela dit, cette perception positive est en **érosion de 12 points depuis le record atteint en 2021.** Cela se reflète dans le **score NPS* de la France pour l'implantation d'une entreprise américaine qui recule à -22%, en baisse de 10 points par rapport à 2022.** Ce chiffre efface le rebond post-Covid et revient à un niveau **comparable à celui de 2020 où le NPS* était de -20%.** Ceci est le reflet des **faiblesses historiques** de la France qui continuent d'inquiéter les investisseurs et qui ne sont que trop peu compensées par les **forces françaises.** En effet, les **atouts de la France,** tels que la **qualité de sa main d'œuvre, son système de formation professionnelle et sa capacité d'innovation et de recherche,** sont largement appréciés par les répondants. À l'inverse, **le coût global de la main d'œuvre, la législation sociale, le coût des licenciements, le climat social, la complexité administrative et réglementaire,** ainsi que la **fiscalité** sont clairement pointés du doigt.

De la même façon, **la France est attractive auprès des collaborateurs étrangers** par rapport

aux autres pays européens. Cependant le **NPS* pour les personnes physiques recule à 5%, en baisse de 12 points** par rapport à 2022. Les **stimulants** retenus sont la **qualité de vie et la culture, l'accès aux services de santé et la qualité de l'enseignement et des infrastructures.** À l'inverse, les irritants majeurs cités sont le **climat social, la fiscalité des particuliers, le logement et la complexité administrative.**

Dans notre baromètre, **la France est, à nouveau, largement plébiscitée pour son écosystème d'innovation,** applaudi par **84%** des investisseurs américains cette année, et **par plus de 80% d'entre eux depuis 3 ans.** Cette **position de la France est importante au vu de l'essor de l'Intelligence Artificielle** (en particulier générative) que **90% de nos répondants estiment critique pour la performance de leur entreprise** à l'avenir. D'ailleurs, une **majorité d'entre eux (55%) est confiante dans la capacité de la France à les accompagner** dans cette transformation. En matière **d'innovation et de digital, le vivier de talents** en France, ainsi que **le soutien de l'État,** sont vus comme de réels atouts par, respectivement, **83%** et **61%** des répondants.

Les **efforts de l'État pour atténuer la hausse des prix de l'énergie** en France ont été **appréciés cette année.** Relativement aux autres pays d'Europe, les **prix de l'énergie** en France ont été vus comme ayant un **impact neutre ou positif** par **77%** des répondants, contre **63%** l'an dernier. Au-delà de l'énergie et concernant l'inflation **des coûts survenue en 2023, 53%** des répondants ont **indiqué qu'ils ont déjà ou vont commencer à les compenser.**

Concernant la **transition écologique,** on note une **érosion** marquée cette année de la **perception des efforts de l'État.** En effet, **47%** de nos répondants **jugent ces efforts bénéfiques**

*Net Promoter® est une marque déposée par Bain & Company, Inc., Fred Reichheld et Satmetrix Systems, Inc. Le Net Promoter ScoreSM (NPS®) mesure la propension à recommander un pays, une entreprise ou un produit à travers une unique question : « recommanderiez-vous ce pays, ce produit ou cette entreprise à vos amis ou à vos collègues ? ». Les répondants attribuent en réponse une note de 0 à 10 qui permet de les classer en trois catégories : les prescripteurs (9-10), les neutres (7-8) et les détracteurs (6 et moins). Le NPS® correspond à la différence entre les pourcentages de « prescripteurs » et de « détracteurs ».

pour l'attractivité du pays, soit une **baisse de 13 points** par rapport à l'année précédente. Cela reflète en partie la **difficulté** qu'ont certaines entreprises à se plier à des **exigences environnementales françaises strictes**, souvent **surtransposées** par rapport aux **directives communautaires européennes**, dans un **contexte économique mondial moins favorable**.

Les **réformes déjà mises en place** au sein du second quinquennat du Président Macron **ont été bien accueillies par 67% des investisseurs américains** qui apprécient une certaine **impulsion « pro-business »** dans l'Hexagone. Au sein des réformes à venir et déjà annoncées, celles des **cotisations sociales** et de la création de **titres de séjour pour les métiers en tension** sont encouragées en priorité par les répondants. Ils sont **35% à être confiants vis-à-vis de la capacité du Gouvernement à les mettre en œuvre** d'ici les prochaines élections présidentielles. Au-delà de ces réformes, les répondants prônent également une **baisse du coût global du travail** (impôts de production, fiscalité, etc.), un investissement dans **l'éducation et l'innovation**, une **simplification administrative** ainsi qu'une réforme pour la **paix sociale**.

Dans un contexte de remontée des taux, la **dette publique française** ne cesse de préoccuper les répondants dont **69% se disent inquiets ou très inquiets face à cette situation (+3 et +8 points par rapport à 2022 et 2021)**. Les **prochains travaux du Gouvernement et leur financement** seront ainsi **suivis avec la plus grande attention** par les entreprises et investisseurs américains.

Par ailleurs, pour **85% des sondés**, les **conflits internationaux récents n'auraient pas eu d'impact** sur les investissements réalisés en France par leur entreprise. La perception des répondants est en revanche **plus polarisée** quant aux conséquences de l'Inflation Reduction Act (**IRA**) sur leurs investissements en France avec respectivement **28%** et **16%** de sentiments **négatifs et positifs**. Concernant les futurs **événements de portée**

mondiale, 73% des répondants **estiment que l'impact de l'élection américaine sera neutre** sur leurs investissements, mais ils sont tout de même **18%** à penser que cet **impact sera négatif**. Quant aux **Jeux Olympiques de Paris 2024**, ils sont **70%** à estimer que leur **impact sera neutre**, avec néanmoins **22%** qui anticipent un **impact positif**.

Dans ce contexte agité et incertain, **l'AmCham continuera de s'engager auprès des pouvoirs publics et de la société civile** afin de **renforcer et de promouvoir** toujours davantage l'attractivité de la France.

C'est en ce sens qu'elle formule les **5 recommandations suivantes** :

- 1.** Maintenir la **dynamique pro-business & garder le cap et l'élan des réformes récemment engagées** ;
- 2.** Mettre en œuvre tous les leviers pour atteindre les **objectifs ambitieux de réindustrialisation** du pays ;
- 3.** Capitaliser sur les forces du pays en matière **d'innovation et de R&D** tout en renforçant les **dispositifs d'accompagnement** aux entreprises ;
- 4.** Accompagner le **déploiement de l'IA** dans les entreprises partout sur le territoire et renforcer la prévention contre les **risques cyber** ;
- 5.** Renforcer significativement les **moyens alloués à la formation** pour préparer la France aux « **métiers de demain** » et apporter des solutions concrètes au problème structurel de **manque de main d'œuvre**.

Natacha Rafalski

Présidente de l'AmCham France
Présidente de Disneyland Paris

Marc-André Kamel

Associé Senior et Directeur chez Bain & Company
Membre du Board de l'AmCham France

24^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

24 ans d'attractivité de la France auprès des investisseurs américains

Premier baromètre AmCham-Bain annuel sur l'attractivité française auprès des investisseurs américains

La France compte 1 250 sociétés américaines avec 458 000 emplois directs et 1 650 000 emplois indirects

45% des sociétés n'ont pas créé d'emplois suite à l'application de la loi sur les 35 heures

Les sociétés américaines perçoivent l'environnement français comme étant globalement favorable aux nouvelles technologies

La France fait face à une concurrence de plus en plus mondiale notamment de la part de l'Europe de l'Est et de l'Asie

Les handicaps traditionnels de la France restent les mêmes : organisation rigide du travail et fiscalité désavantageuse

Les dirigeants de filiales d'entreprises américaines en France craignent l'impact négatif de la détérioration des relations franco-américaines

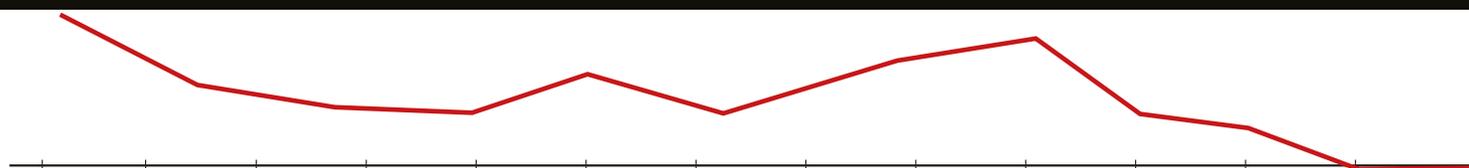
Seuls 30% des investisseurs américains anticipent une amélioration du contexte économique

83% des investisseurs considèrent que l'élection du Président Sarkozy aura un impact positif sur l'investissement étranger en France

Effondrement du moral des investisseurs américains sur l'évolution du contexte économique

Après 2 années marquées par la crise financière mondiale, les investisseurs sont plus optimistes sur le contexte économique

L'attractivité de la France est cependant en recul avec 46% (2010) et 56% (2011) des investisseurs qui la considère comme "bonne" ou "excellente" (vs. 66% en 2009)



1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
La loi "Aubry", fixe la durée légale du travail à 35h par semaine (entreprises > 20 salariés)	Crash du Concorde, qui reliait Paris et New York en 3h30	Installation de la prime pour l'emploi (fin en 2015)	Explosion de l'usine AZF fait 30 morts et 2 500 blessés à Toulouse	Election de Jacques Chirac. Elu au 2 ^e tour contre le candidat d'extrême droite	Réforme du système des retraites des fonctionnaires (de 37 ans 1/2 de cotisation à 40 ans) entraînant de fortes grèves	Rejet de la Constitution Européenne par référendum en France	Début à Clichy-sous-Bois des violences dans les banlieues françaises	Manifestation contre la CPE	Election de Nicolas Sarkozy	Mort du dernier poilu français de la Grande Guerre	La France rejoint le commandement intégré de l'OTAN	Grèves contre une réforme des retraites entre Septembre et Octobre 2010	La France assure la présidence tournante du G8
Election de George W. Bush	Crash du Concorde, qui reliait Paris et New York en 3h30	Attentats du 11 septembre	George W. Bush signe le Patriot Act	La France s'oppose à la guerre en Irak	Début de la guerre en Irak	Réélection de George W. Bush	Le déficit de la balance commerciale américaine atteint des sommets et l'endettement des ménages atteint 139% de leur revenu disponible	Saddam Hussein, condamné à mort, est exécuté en Irak	Début de la crise des subprimes. La valeur des biens immobiliers s'effondre	Election de Barack Obama	General Motors se déclare en faillite	Barack Obama annonce vouloir réformer les milieux financiers suite à la crise	Fin de la guerre en Irak
La France prend la présidence du Conseil de l'Union Européenne	Le Danemark organise un référendum sur l'adhésion à la monnaie unique. Le non l'emporte	Le Traité de Nice signé en Fév. 2001 réforme les Institutions Européennes	La Grèce intègre la zone euro	Mise en circulation des euros	Signature d'un Pacte de Sécurité entre l'UE et l'OTAN	Elargissement important de l'UE avec l'adhésion de 10 pays: Chypre, la République Tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie	Des négociations sont ouvertes avec la Turquie en vue de son adhésion à l'UE	Le domaine de premier niveau ".eu" fournit un nouvel espace tout en promouvant l'identité européenne sur internet	Entrée dans l'UE de la Roumanie et de la Bulgarie	La crise touche l'Irlande puis l'Espagne, l'Islande et le Royaume-Uni dès 2008	Angela Merkel élue Chancelière allemande	L'Europe est durement frappée par la tempête Xynthia (la France notamment)	A Bruxelles, accord des 17 sur le renforcement du Fonds européen de stabilité financière. la recapitalisation des banques et l'effacement de 50% de la dette grecque détenue par les banques. Mobilisation des indignés en Europe et dans le monde

* Réponse à la question "Pensez-vous que l'évolution du contexte économique en France pour votre secteur d'activité dans les 2-3 ans à venir sera... (Positive / Neutre / Négative)"
Sources : Le Monde, Les Echos, Paris Match, La Croix, France 24, europa.eu

24^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

Forte baisse du moral des investisseurs américains en France lors de l'élection puis durant le mandat de François Hollande

En 2012, -85% des dirigeants interrogés pensent que les mesures annoncées sur la fiscalité et la réglementation pénaliseront l'attractivité de la France

En 2015, La France reste peu attractive face au UK, l'Allemagne ou les Pays-Bas. Le contexte économique et social, le coût et la qualification de la main-d'œuvre et le régime fiscal restent les critères les plus importants dans la décision d'investir

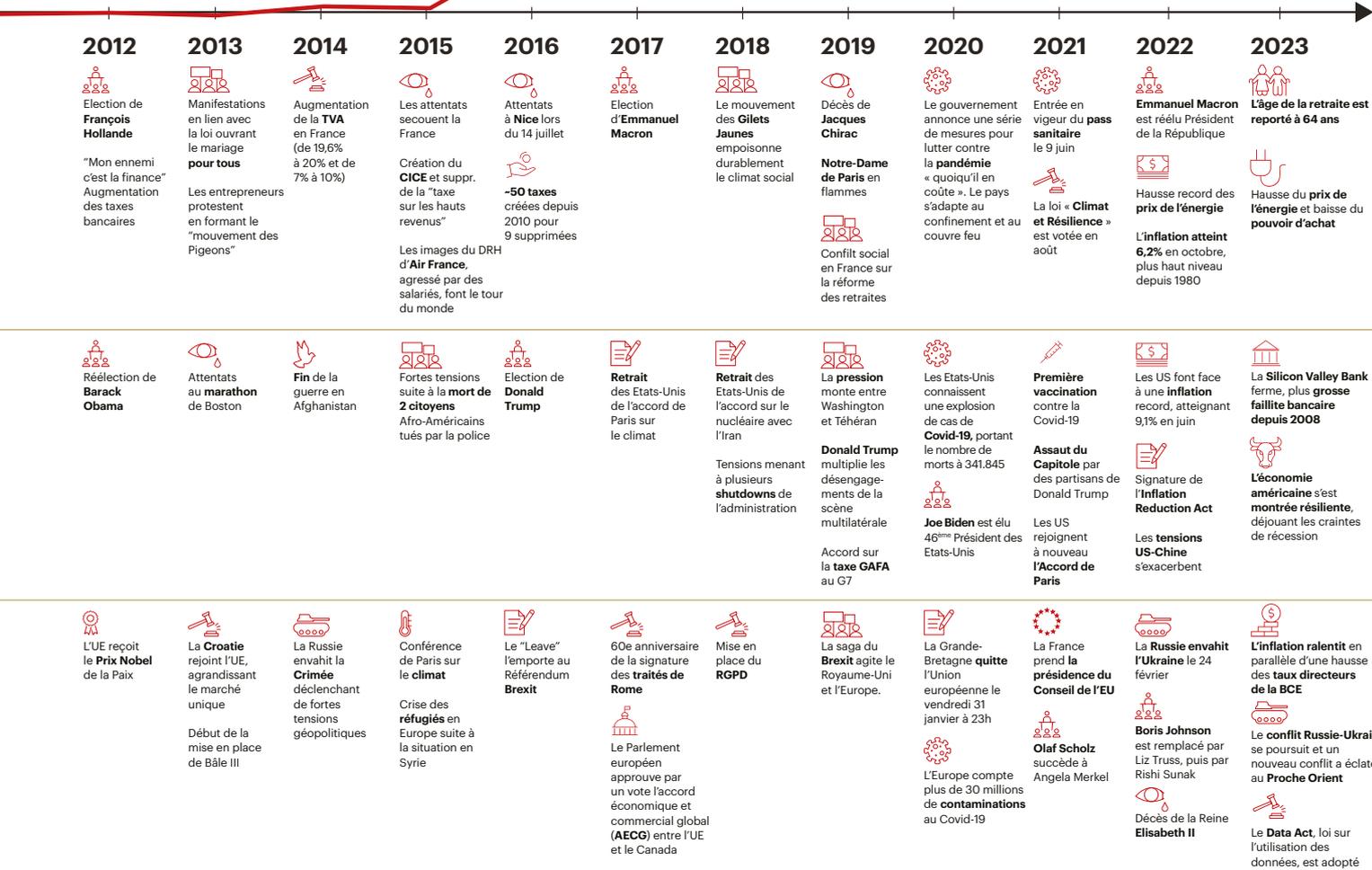
Un fort vent d'optimisme des investisseurs Américains accompagne l'élection d'Emmanuel Macron

Une conjoncture économique et sociale troublée à l'échelle mondiale, européenne et française freine l'optimisme des investisseurs

La pandémie de la Covid-19 enrayer l'économie mondiale. Néanmoins, le Baromètre 2021 enregistre une amélioration significative du moral des investisseurs

Au sortir du Covid, le monde est frappé par une crise économique, avec des niveaux d'inflation record. Les investisseurs sont inquiets pour l'avenir mais la France peut s'appuyer sur de solides fondamentaux pour y faire face

LE MORAL DES INVESTISSEURS AMÉRICAINS EN FRANCE*



Baromètre 2024 sur le moral des investisseurs américains en France

LES 6 CHIFFRES À RETENIR DE CETTE 24^{ÈME} ÉDITION :



36%

C'est la part des investisseurs américains qui anticipent une **évolution positive du contexte économique** en France dans les 2 à 3 années à venir.

! Cela représente une hausse de 14 points par rapport à l'an dernier, signalant un certain regain de confiance, porté notamment par un ralentissement de l'inflation et une baisse espérée des taux directeurs.



-22%

C'est le NPS* du pays en tant que destination d'investissement pour une entreprise américaine, qui recule de 10 points par rapport à 2022, **effaçant le rebond post-Covid**.

! Les répondants apprécient largement les forces de la France telles que la qualité de sa main d'œuvre, son système de formation professionnelle et sa capacité d'innovation et de recherche

! Cependant, ces forces ne suffisent pas à compenser les faiblesses françaises, telles que le coût global de la main d'œuvre, la législation sociale et le coût des licenciements, le climat social, la complexité administrative et réglementaire, ainsi que la fiscalité, qui sont clairement pointés du doigt.



1^{ère}

C'est la position qu'occupe le « **coût de la main d'œuvre** » (de 6^{ème} en 2021 à 1^{er} en 2023) au sein du classement des critères les plus importants pour les décisions d'investissement en Europe des entreprises américaines.

! Cette évolution témoigne de l'augmentation des coûts et du contexte économique mondial moins favorable qui poussent les entreprises à rationaliser leurs dépenses

! Le coût de la main d'œuvre est une faiblesse historique de la France et la principale d'après les investisseurs américains, soulignant les efforts à déployer en ce sens afin d'améliorer l'attractivité du pays dans les années à venir.

*Net Promoter® est une marque déposée par Bain & Company, Inc., Fred Reichheld et Satmetrix Systems, Inc. Le Net Promoter ScoreSM (NPS®) mesure la propension à recommander un pays, une entreprise ou un produit à travers une unique question : « recommanderiez-vous ce pays, ce produit ou cette entreprise à vos amis ou à vos collègues ? ». Les répondants attribuent en réponse une note de 0 à 10 qui permet de les classer en trois catégories : les prescripteurs (9-10), les neutres (7-8) et les détracteurs (6 et moins). Le NPS® correspond à la différence entre les pourcentages de « prescripteurs » et de « détracteurs ».



81%

des répondants estiment que le **climat social** en France est un irritant de l'attractivité du pays pour les **collaborateurs étrangers** (+15 points de sentiment négatif vs. 2022).

! Le climat social devient le principal irritant pour les personnes physiques, devant la fiscalité des particuliers, ainsi que le logement

! Cela témoigne de l'impact négatif des mouvements sociaux en France sur le ressenti des collaborateurs américains sur l'attractivité du pays.



84%

des investisseurs américains ont une perception positive ou très positive de **l'écosystème d'innovation** en France (plus de 80% ces 3 dernières années).

! Le soutien de l'innovation par l'État, la qualification de la main d'œuvre avec l'excellence de ses formations scientifiques et l'infrastructure IT sont particulièrement appréciés.



47%

des répondants pensent que la **France est insuffisamment préparée aux métiers de demain.**

! Ce chiffre était de **40%** l'année dernière

! Le système de formation professionnelle en France est plébiscité par la majorité des répondants. Cependant l'adéquation entre les apprentissages et les besoins futurs des entreprises, ainsi que la disponibilité de la main d'œuvre, sont des axes d'amélioration particulièrement mis en avant, surtout dans les secteurs du **digital et de la transition énergétique.**

ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE





Projections sur le contexte économique

L'évolution attendue du contexte économique français est légèrement plus favorable que l'an dernier

La **perception** par les investisseurs américains du **contexte économique français en 2023 est mitigée**. Ils sont presque **autant à estimer** que ce contexte **s'est amélioré** cette année (33%, -16pp vs. 2022), qu'à penser qu'il s'est détérioré (32%, +8pp vs. 2022), confirmant une **incertitude croissante** depuis 2022. Pour autant, lorsque les répondants se projettent sur les **2 à 3** prochaines années, **36% s'attendent à une amélioration**, signe d'un **léger regain de confiance** par rapport à l'an dernier (+14 points). Ils envisagent un **retour** modeste **de la croissance**, porté notamment par un **ralentissement de l'inflation** et une **baisse espérée des taux directeurs**.

On est cependant **loin de l'euphorie de 2021**, où **74%** des investisseurs **prévoient une évolution positive** du contexte économique en France. Cet **optimisme a été tempéré** ces derniers mois par l'augmentation de **l'inflation**, des **taux d'intérêts** et des **prix de l'énergie**, expliquant en partie les **projections plus prudentes** pour les années à venir.

Le **niveau de confiance en l'avenir** est cependant **différent par secteur**. Certaines activités **se démarquent**. C'est le cas de **la défense**, en pleine effervescence du fait des conflits mondiaux, de **l'aéronautique** et de

l'aérospatial, qui bénéficient de la reprise de l'aéronautique civil et d'une compétition exacerbée dans l'espace, ainsi que **du tourisme et des loisirs**, qui sont attendus en croissance modérée.

En revanche, d'autres secteurs s'attendent à des **conditions de marché plus difficiles**. Il en va ainsi pour **l'immobilier** qui traverse une crise depuis le début de la hausse des taux d'intérêt. On peut également citer la **chimie**, en bas de cycle et confrontée à une **concurrence forte** de la part des producteurs américains et chinois. Les répondants précisent que ces pays bénéficient de prix de l'énergie plus compétitifs en raison notamment de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis et des exportations russes en Chine. **L'industrie pétrolière** prévoit la baisse de ses marges après une période faste. Pour **l'agroalimentaire** aussi, l'inflation et le coût des intrants continuent de faire pression sur les marges. **L'industrie pharmaceutique** bénéficie de la hausse des besoins de santé mais pâtit de certains dispositifs réglementaires (sur les prix, les tarifs et les remises sur le chiffre d'affaires). Concernant **la logistique**, le contexte macroéconomique global est plutôt vu comme défavorable aux échanges internationaux, avec une croissance modérée attendue sur le marché domestique.

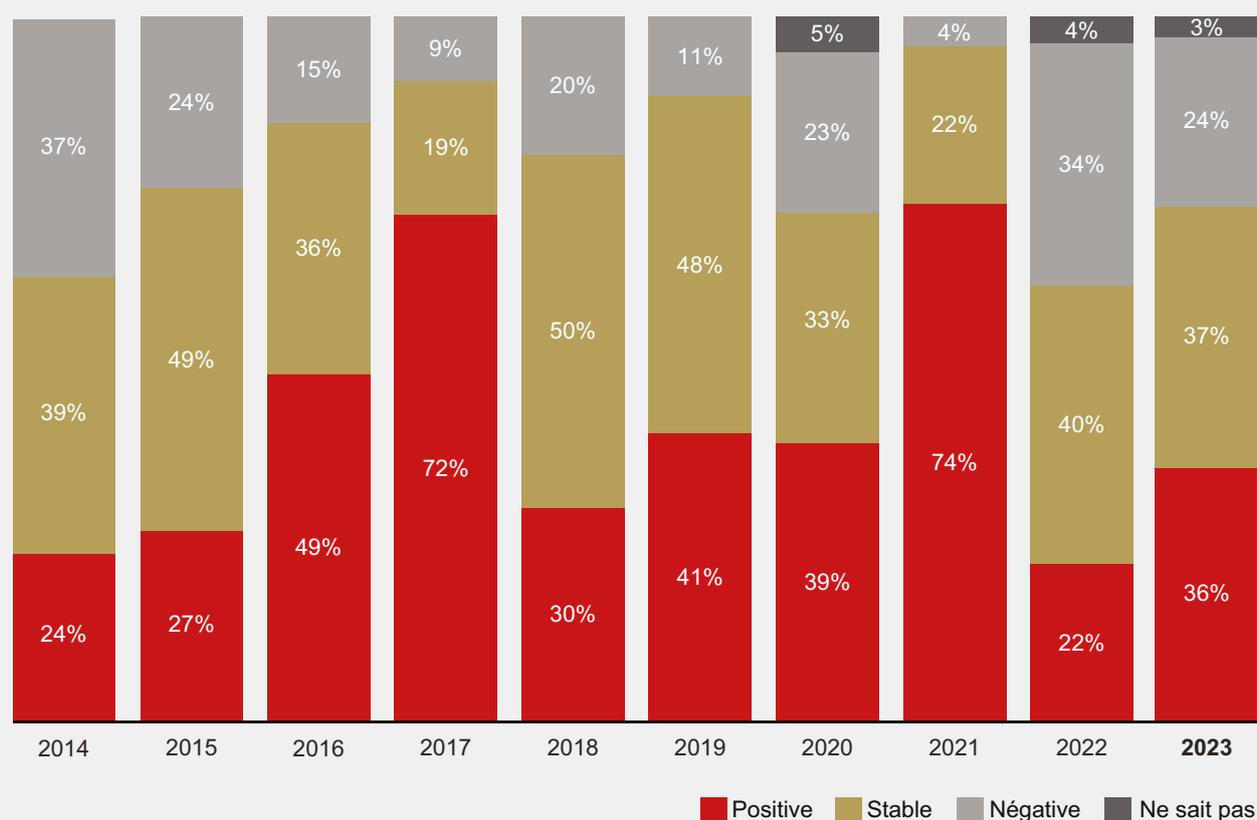
Ces **prévisions prudemment positives** des investisseurs américains à l'égard du contexte économique français sont à **contextualiser à la lumière des perspectives globales incertaines, voire inquiétantes**. En ce sens les **perceptions de l'évolution de l'économie française demeurent encourageantes**.

« Le 1^{er} trimestre **2024 suit la même tendance que 2023**. Nous attendons une **croissance modérée au 2^{ème} semestre** mais, au vu du contexte inflationniste et de la reprise timide de la consommation, nous préférons effectuer des **prédictions conservatrices**. »

—CFO, Transport & Logistique

Graphique 1

Q : Pensez-vous que l'évolution du contexte économique en France pour votre secteur d'activité dans les 2-3 ans à venir sera... ?



Attractivité de la France pour les investisseurs américains

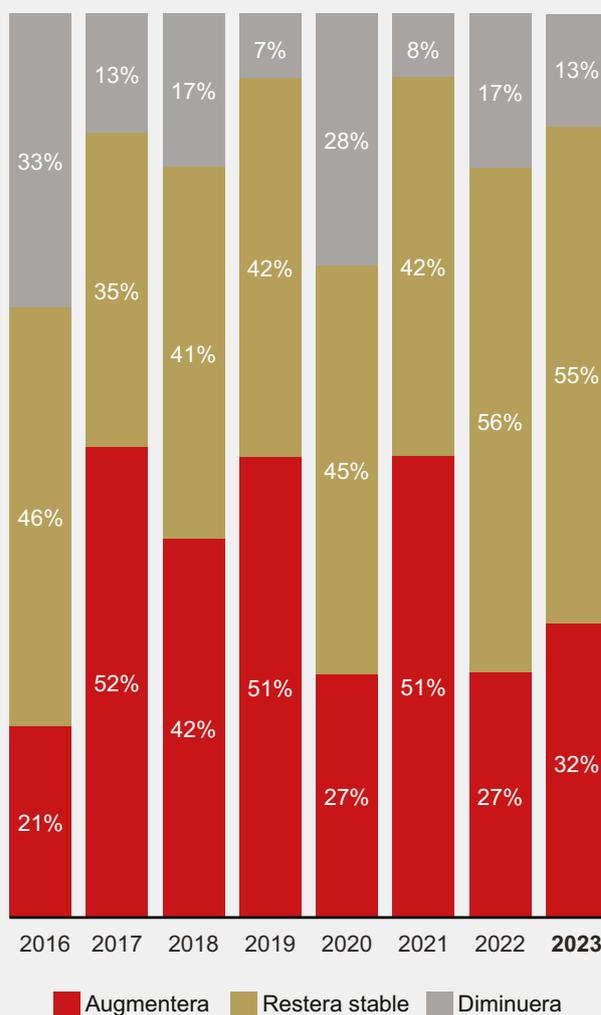
Le nombre de salariés sera majoritairement stable ou légèrement en croissance

Dans cet environnement turbulent, **55%** des investisseurs américains prévoient que leurs **effectifs** en France resteront **stables** dans les 2 à 3 prochaines années. Ces répondants indiquent que **l'incertitude** vis-à-vis de la conjoncture actuelle et future **les empêche de prévoir de nouveaux besoins de recrutement**. Certains ont rapporté qu'ils sont **encore en légère surcapacité** à la suite de la période de « **guerre des talents** » de la reprise **post-Covid**. Pour d'autres, c'est la **fragilité de leur secteur** qui les pousse à **rationaliser leurs dépenses**.

Il y a néanmoins **un tiers** de nos répondants (**32%**) qui **prévoient une hausse de leurs effectifs** (+5pp vs. 2023). Pour certains, ce sera dans une **logique d'accompagnement limité et raisonné de leur croissance**. Pour d'autres, c'est le secteur qui pousse à recruter : c'est le cas pour les **secteurs porteurs** tels que la **défense, l'aérospatial**, ainsi que le **tourisme** et les **loisirs** dans une moindre mesure. Enfin, les entreprises au sein de **secteurs** dont l'évolution est **moins favorable** peuvent tout de même prévoir de recruter pour **réaliser des projets industriels spécifiques** ou pour **lancer de nouveaux produits** (e.g., chimie & parachimie, pétrole & gaz, et industrie lourde).

Graphique 2

Q : Dans les 2-3 ans à venir, pensez-vous que le nombre de salariés de votre entreprise en France... ?



La France conserve ses atouts aux yeux des maisons-mères américaines, malgré une érosion de 12 points depuis le record de 2021

La **perception de la France par les maisons-mères américaines** reste **bonne ou excellente pour 52% des répondants, en érosion depuis le record de 2021** (-6pp vs. 2022 et -12pp vs. 2021).

Certains répondants mentionnent que la France est considérée par leur maison-mère comme étant un **leader économique** et un **véritable tremplin pour l'Europe**. C'est d'abord grâce aux **fondamentaux solides du pays** : un large marché domestique dynamique, des formations et un vivier de talents de qualité ou encore de bonnes infrastructures. Les répondants indiquent aussi que la France a bénéficié d'une **politique d'attractivité renouvelée** donnant un **souffle pro-business au pays apprécié par leur maison-mère**. Cela se traduit par des **initiatives structurantes** (e.g., Choose France, France 2030), par des **incitations à l'innovation** (e.g., CIR, CII) et par le **soutien et l'investissement de l'État** dans une multitude de projets (e.g., efficacité énergétique, innovation).

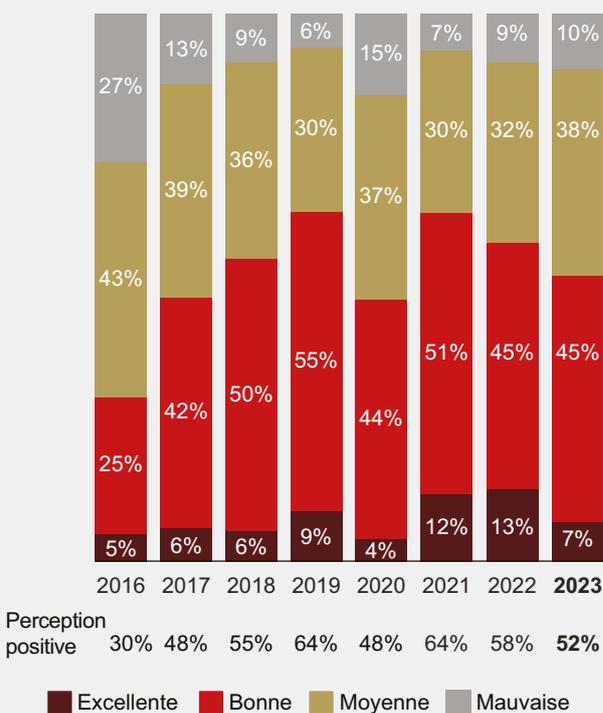
Cependant, du point de vue des investisseurs américains, **la France continue de souffrir de perceptions négatives liées à certains irritants historiques**. Les **efforts du Gouvernement sont appréciés** mais il reste beaucoup à faire d'après les répondants pour **améliorer l'attractivité française** auprès des maisons-mères américaines.

« Même si **notre maison-mère perçoit le pays comme un gagnant économique européen**, il subsiste une impression qu'en France tout est plus compliqué. L'ensemble des mesures d'attractivité mises en place par l'État devrait faire l'objet d'une communication bien plus importante. Même si les entreprises américaines prennent de plus en plus conscience des forces du pays, elles y voient encore des **obstacles à l'investissement**. Pour autant ce sont des **croyanances basées davantage sur des perceptions héritées du passé** que sur la connaissance précise des améliorations récentes et en cours. »

—Directeur Général Délégué, Banque d'investissement

Graphique 3

Q : Selon vous, quelle est la perception de la France par votre maison-mère par rapport à d'autres destinations d'investissement ?



Le NPS* de la France comme destination d'investissement recule, effaçant le rebond post-Covid

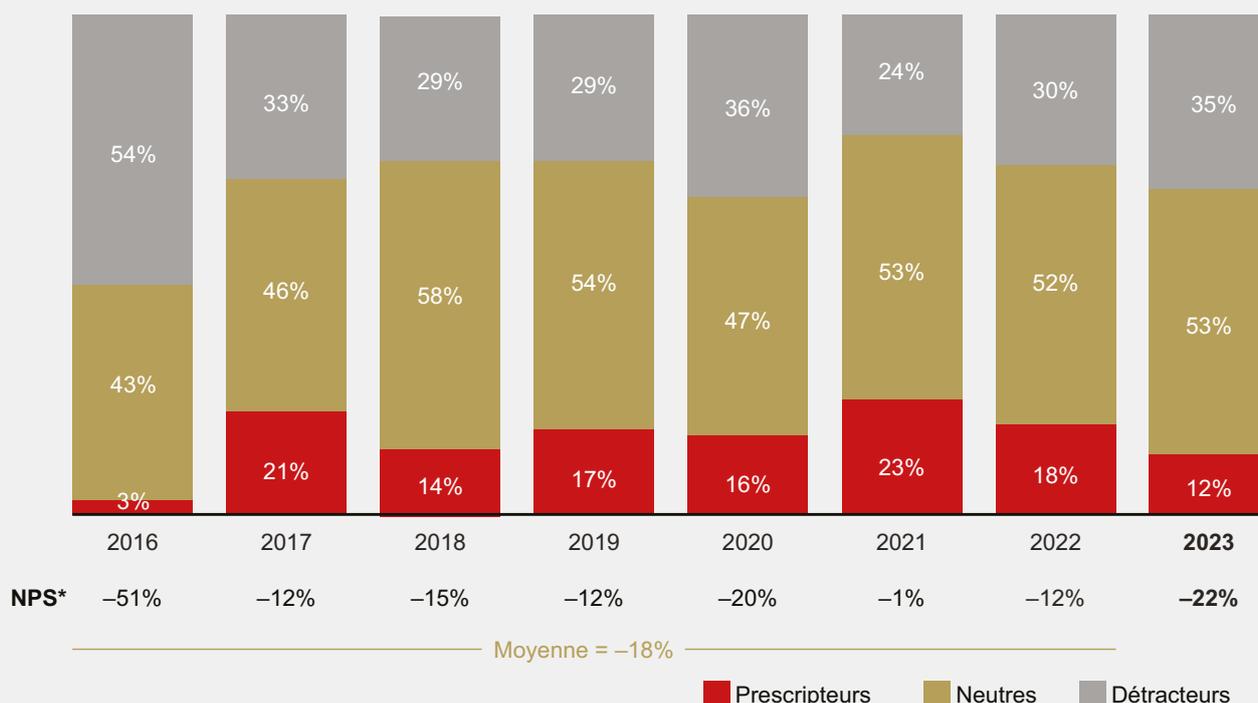
Cette année, le score **NPS* de la France pour l'implantation d'une entreprise américaine est de -22%, reculant de 10 points** par rapport à 2022. Ce chiffre efface le rebond d'attractivité post-Covid et revient à un niveau **comparable** à celui de **2020** où le **NPS* était de -20%**. Le résultat de cette année **suit la tendance baissière** de l'an dernier. Elle s'explique par une **diminution** du nombre de **prescripteurs** (attribuant une note supérieure ou égale à 9 sur 10) et une **augmentation** des **détracteurs** (attribuant une note inférieure ou égale à 6 sur 10).

L'engagement du Gouvernement pour **l'amélioration des faiblesses structurelles** de la France est apprécié par les participants. Ils citent notamment le **dynamisme économique du pays**, son **vivier de talents**, sa **politique industrielle et énergétique** ambitieuse et la poursuite de **réformes favorables aux entreprises**. Les **progrès récents** vis-à-vis des **coûts sociaux** et **réglementaires** français sont salués.

Toutefois, les répondants citent les **difficultés liées à la main d'œuvre** ainsi qu'à **l'administration** comme des obstacles à l'investissement en France. Par ailleurs, **l'atmosphère sociale** tendue, l'impression d'un **écart culturel** fort avec les mentalités anglo-saxonnes, et les **contraintes réglementaires et fiscales** font aussi partie des **zones d'amélioration** pour l'attractivité du pays auprès des investisseurs. D'après certains d'entre eux, une **plus forte communication** du Gouvernement **sur les améliorations réalisées** serait bénéfique pour l'attractivité française.

Graphique 4

Q : Sur une échelle de 0 à 10, recommanderiez-vous la France à une entreprise américaine cherchant à s'implanter à l'étranger ? (10 étant la meilleure note)



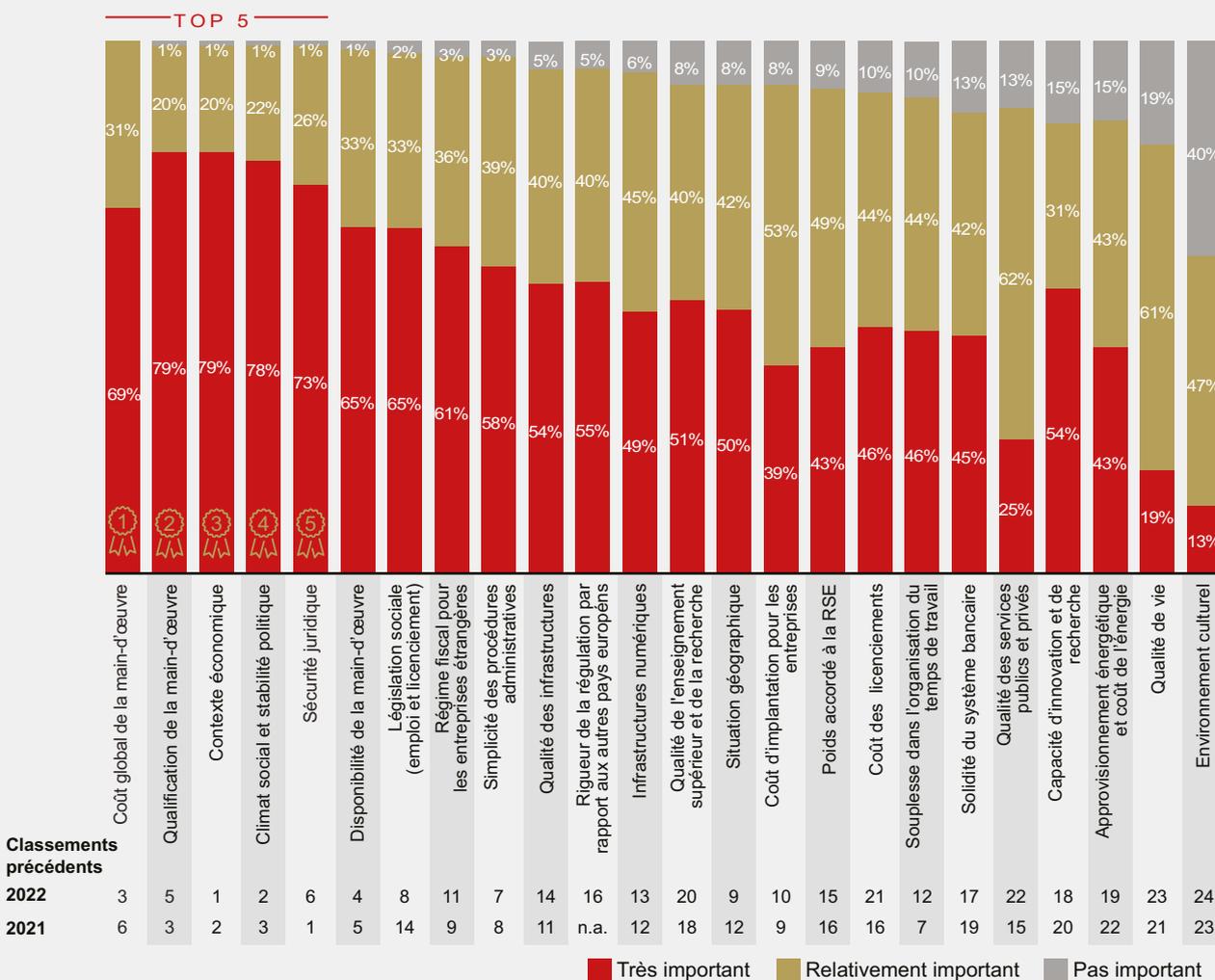
*Net Promoter Score (NPS) = % prescripteurs (note de 9 à 10) - % détracteurs (note de 0 à 6)

Quels sont les principaux critères d'investissement des entreprises américaines en France ?

Le **Top 5 des critères d'investissement** pour les entreprises américaines a évolué depuis l'an dernier. **Aujourd'hui**, ce sont le **coût global de la main d'œuvre**, sa **qualification**, le **contexte économique**, le **climat social** et la **stabilité politique**, ainsi que la **sécurité juridique qui constituent les facteurs les plus importants** dans les décisions d'investissement. Le **coût global de la main d'œuvre** arrive à la 1^{ère} place du classement des critères d'investissements, poursuivant son ascension depuis la 6^{ème} place en 2021. Similairement, la **qualification de la main d'œuvre** a gagné 3 places et arrive au **deuxième rang du classement**. Ces évolutions sont **symptomatiques de l'actuel contexte inflationniste et turbulent** qui pousse les entreprises à **rationaliser leurs dépenses** et à être particulièrement **sélectives vis-à-vis des talents recrutés**. La **sécurité juridique** est également priorisée par les répondants, qui soulignent l'importance d'une **stabilité** et d'une **lisibilité juridique** dans le temps. Notons également que la **disponibilité de la main d'œuvre reste une préoccupation clé** auprès des investisseurs américains, arrivant à la 6^{ème} place du classement de cette année (vs. 4^{ème} place en 2022).

Graphique 5

Q : Quelle est l'importance des facteurs suivants dans les décisions d'investissements de votre groupe* ?



*Classement = Très important + Relativement important

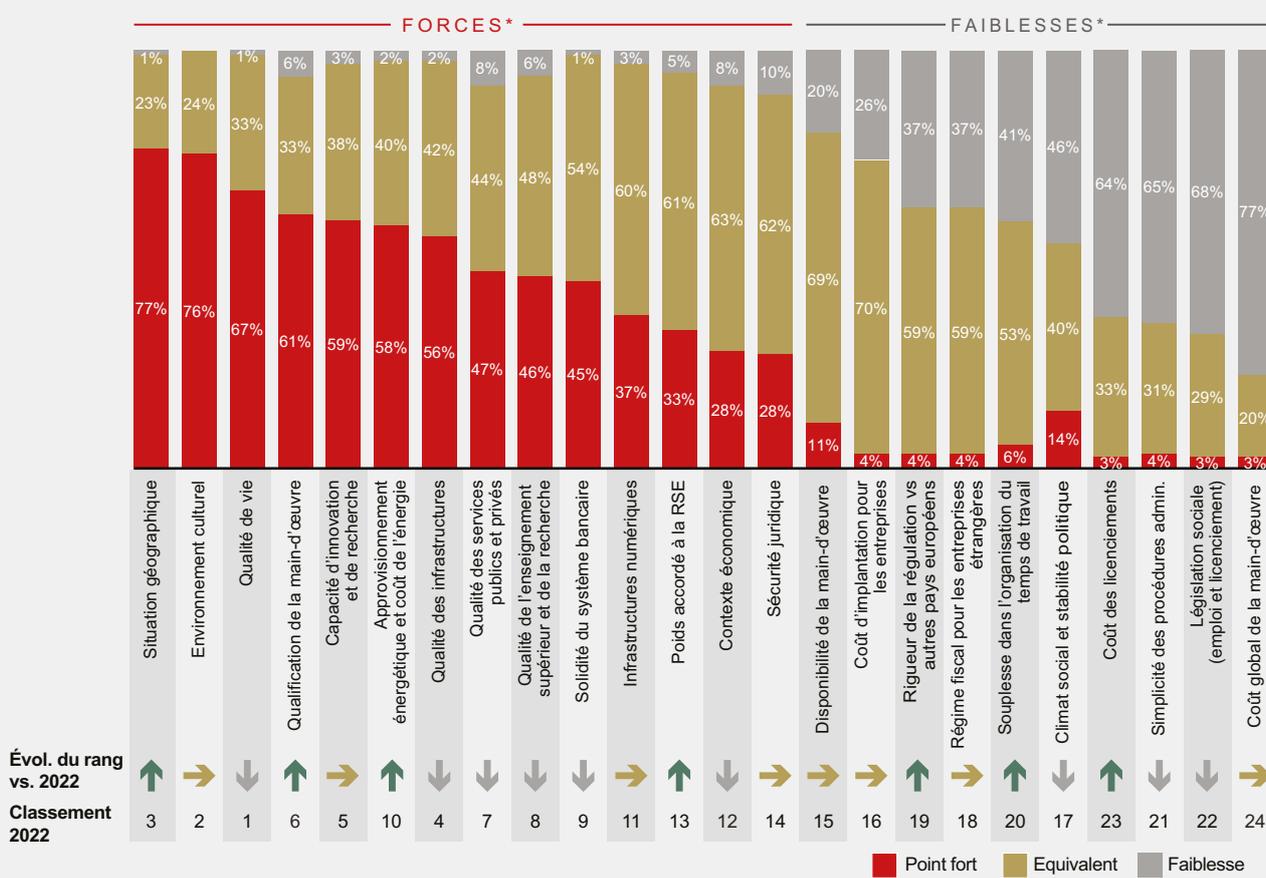
Comment les investisseurs notent-ils la France sur ces critères ?

Par rapport aux autres pays européens, **la France est bien positionnée sur plusieurs de ces critères clés d'investissement**. C'est le cas pour la **qualification de la main d'œuvre**, en légère **amélioration depuis l'an dernier**, et pour le **contexte économique** qui sont perçus comme des forces pour le pays. En effet, la haute **qualification des talents en France** et l'excellence des ingénieurs en particulier sont grandement appréciées par la très grande majorité des répondants. Le **contexte économique français** est perçu comme **résilient, dynamique et soutenu par les engagements de l'État**. Il reste une **force** de la France par rapport aux autres pays européens. Par ailleurs, les autres **forces historiques** du pays comme sa **situation géographique**, son **environnement culturel** et sa **qualité de vie** sont toujours très appréciées les répondants.

En revanche, **cette année marque le retour des irritants historiques de la France** dans l'évaluation des critères d'investissement des entreprises américaines en France. C'est surtout le cas du **coût global de la main d'œuvre, qui reste la principale faiblesse de la France** aux yeux des répondants. On constate également que la **perception du climat social** s'est détériorée et **perd deux places**. Le **coût des licenciements** est toujours ressenti comme un **obstacle** à l'investissement mais semble s'améliorer légèrement en gagnant deux places dans le classement. La **disponibilité de la main d'œuvre** est, quant à elle, considérée par **20%** des répondants comme une **faiblesse** du pays, témoignant de la **difficulté** qu'ont encore certaines entreprises à **identifier et attirer des talents** en France.

Graphique 6

Q : Comment se positionne la France par rapport aux autres pays européens sur les critères suivants* ?



*Force si proportion de points forts > points faibles; Faiblesse si proportion de points faibles > points forts; Classement des Forces = % points forts, classement des Faibleses = % points faibles

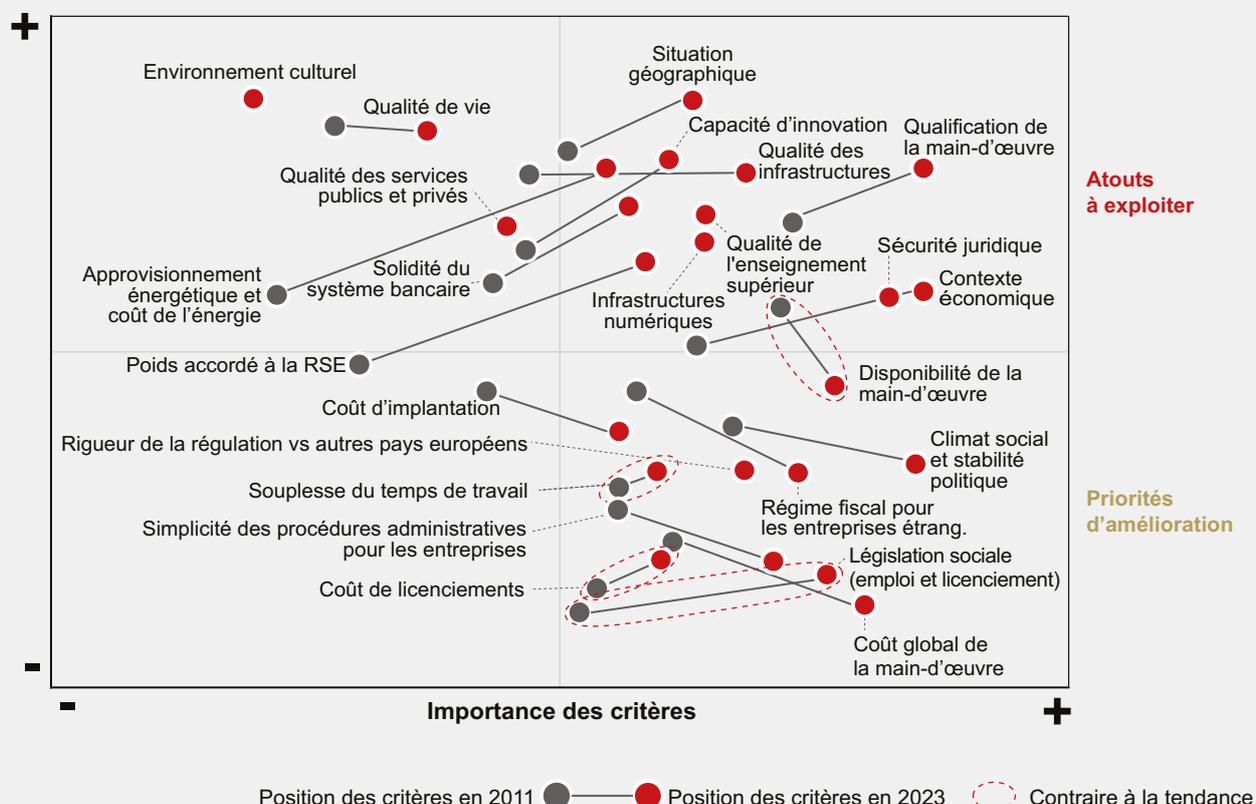
La perception de la France se polarise sur la durée

Au cours des **12 dernières années**, la perception de la France s'est **renforcée** sur la grande majorité de ses **atouts et s'est affaiblie sur ses axes d'amélioration historiques**. Les améliorations concernent principalement le **contexte économique, le poids accordé à la RSE, l'approvisionnement et le coût de l'énergie** ainsi que la **capacité d'innovation et de recherche**. On observe que la **disponibilité de la main d'œuvre** est la seule force de la France qui a vu son score baisser, **constituant maintenant une priorité d'amélioration**, notamment pour les secteurs en tension comme la **construction**, la **logistique** ou **l'industrie**.

Concernant les priorités d'amélioration du pays, la perception des investisseurs s'est généralement détériorée au cours des 12 dernières années. C'est surtout le cas pour les **coûts de main d'œuvre et d'implantation des entreprises**, le **climat social** et la **complexité des procédures administratives**. Cependant, on constate une **amélioration de la perception** de la France en ce qui concerne sa **législation sociale** (emploi et licenciement), le **coût des licenciements** et la **souplesse dans l'organisation du temps de travail**.

Graphique 7
Evolution de la position de la France depuis 2011

Positionnement de la France



Comparaison de l'attractivité de la France avec les autres pays d'Europe

La France s'inscrit dans un écosystème européen concurrentiel

Q : Quels sont les pays européens plus attractifs que la France sur ces facteurs ?

1 | CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

Graphique 8



Pour les investisseurs américains, la France représente une **économie diversifiée** et un **marché de taille conséquente**, stratégiquement situé au **cœur de l'Europe**. Cependant ils préfèrent les contextes politiques et économiques de l'Allemagne, de la Suisse et des Pays-Bas, jugés **plus stables et plus prévisibles**, avec une **meilleure maîtrise de la dette publique**. L'Allemagne doit aussi sa position de leader dans le classement à son important **tissu industriel et de PME** et à sa **capacité d'innovation**. La Suisse est reconnue pour sa **politique budgétaire plus rigoureuse**, sa **fiscalité plus attractive** et son **économie plus résistante** aux risques exogènes. Quant aux Pays-Bas, ils se distinguent par un **état d'esprit pro-business** qui **simplifie l'implantation** des entreprises étrangères.

2 | CAPITAL HUMAIN

Graphique 9



Si la **qualité de la main d'œuvre française** est plébiscitée, la France reste en concurrence avec d'autres pays comme l'**Allemagne**, le **Royaume-Uni** et la **Pologne** qui sont des destinations privilégiées en termes de **capital humain**. La langue est un critère clé pour ces trois pays qui ont une **bonne maîtrise de l'anglais** et d'autres langues étrangères, facilitant ainsi la communication avec les mères-mères. L'Allemagne brille par l'importance de son **écosystème de R&D** et par la **qualité et le niveau de ses formations**, notamment les plus techniques via **l'apprentissage**. On remarque que depuis le Brexit, le **Royaume-Uni est sorti des autres podiums** hormis celui du capital humain. Il reste un pays toujours reconnu pour son système éducatif qui forme des **talents complets** et pour la flexibilité de son marché du travail. Cette année la Pologne monte dans le classement grâce à son **bassin d'emploi** qui offre une grande disponibilité de **talents techniques formés et qualifiés**, à moindre coûts relativement aux pays d'Europe de l'Ouest.

3 | COÛTS ET FISCALITÉ

Graphique 10



Les **coûts salariaux élevés** en France poussent les investisseurs à lui préférer, en termes de coûts et fiscalité, d'autres pays tels que l'Irlande, le Luxembourg et les Pays-Bas. Ces trois pays bénéficient d'une **fiscalité flexible et lisible** très avantageuse pour les entreprises, avec des **taux d'imposition compétitifs sur les sociétés**. Cette fiscalité, doublée d'un **coût de la main d'œuvre plus faible** grâce à des **charges sociales moindres**, rend ces pays attractifs auprès des sondés. Cela permet aux entreprises de réduire leurs coûts, et aux employés de prétendre à des salaires généralement plus élevés que dans d'autres pays européens.

4 | QUALITÉ DE VIE ET CULTURE LOCALE

Graphique 11



Le **cadre de vie** et la **culture locale** qu'offre la France sont largement reconnus, mais d'autres pays européens, tels que **l'Italie, l'Espagne** et la **Suisse**, présentent des avantages non négligeables. L'Italie est louée pour la beauté de son territoire, son attention toute particulière à la **qualité de vie**, la richesse de sa longue Histoire et son dynamisme culturel. L'Espagne attire par son climat plus clément, par son **coût de la vie plus faible** et par la diversité de ses sites touristiques et naturels. La Suisse, rassure par **la sécurité, la stabilité politique et le niveau de vie élevé** qu'elle offre à ses résidents. Si les critères de qualité de vie et de culture locale sont importants pour les décisions d'installation des personnes physiques, ils **entrent moins en jeu dans le choix du pays d'implantation** pour les entreprises américaines.

Attractivité de la France pour les collaborateurs étrangers

La perception de la France comme une destination attractive pour les collaborateurs étrangers recule avec un NPS* de 5%

En 2023, **la France est attractive auprès des collaborateurs étrangers** par rapport aux autres pays européens. Cela se traduit par un **NPS* positif de 5%**. On observe néanmoins que ce NPS*, en baisse de 12 points par rapport à 2022, revient au **même niveau qu'en 2020, effaçant le gain d'attractivité de la France** auprès des collaborateurs étrangers lors de la reprise post-Covid.

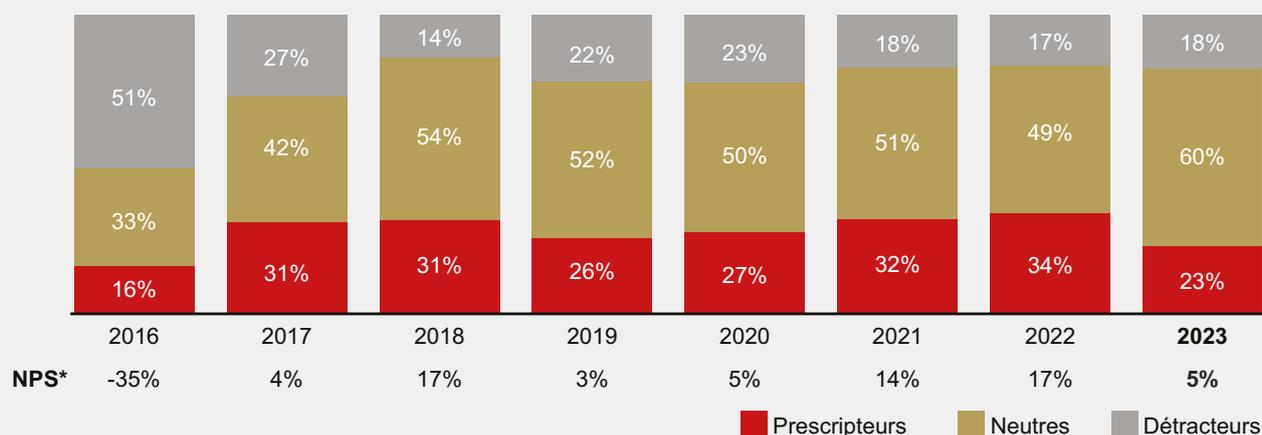
Les **facteurs stimulants** de l'attractivité de la France que les répondants affectionnent cette année encore sont : la **qualité de vie**, la **culture locale**, l'**accès aux soins et services de santé**, ainsi que la **qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche**. Ces facteurs sont certes des atouts majeurs pour la France mais ils **ne semblent pas suffisants pour contrebalancer nettement les facteurs irritants** du pays.

Ces **irritants** sont le **climat social**, la **fiscalité des particuliers** et, cette année, le **logement**. La perception du **climat social français recule et prend la première place comme facteur irritant**. L'instabilité sociale crée un **sentiment d'insécurité** qui effraie et le **ressenti de fracture sociale** déplaît aux collaborateurs étrangers. Ils perçoivent également la **fiscalité des particuliers** comme un irritant majeur, surtout pour les hauts salaires, avec un **niveau d'imposition très élevé**. Le classement voit cette année **le logement** arriver comme troisième irritant pour les collaborateurs américains, signe d'une amplification de la **crise du logement en France**, particulièrement à Paris et dans certaines grandes villes. On observe toutefois une **légère amélioration** de la perception de la **gestion administrative** qui gagne une place dans le classement.

De plus, **certaines réserves** ont été émises cette année concernant des facteurs usuellement considérés comme des stimulants de l'attractivité françaises auprès des collaborateurs étrangers. C'est le cas de la **facilité de déménagement**, de la prospection **d'emploi par les conjoints** ou encore de la recherche **d'écoles internationales pour les enfants** hors région parisienne.

Graphique 12

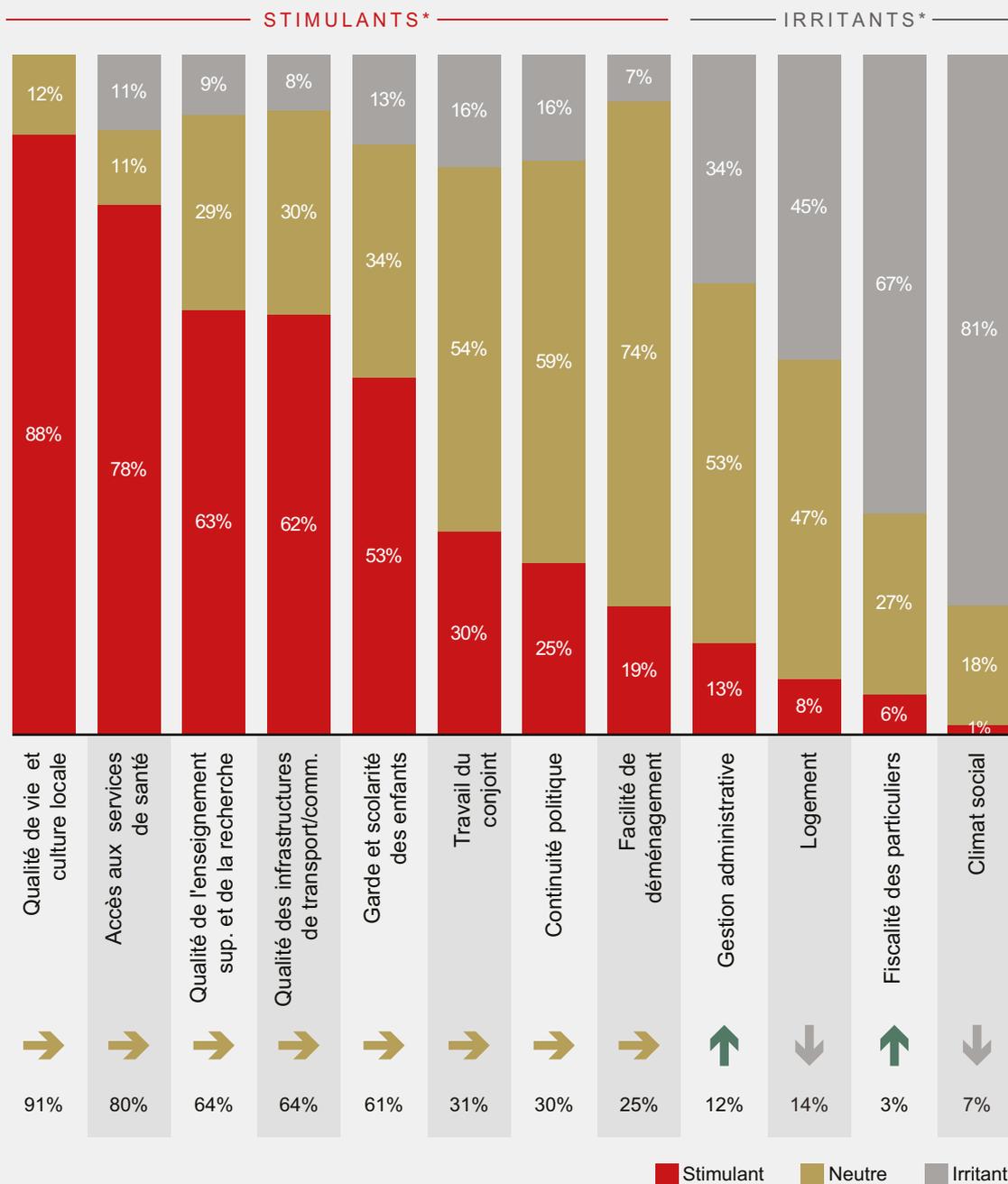
Q : Sur une échelle de 0 à 10, recommanderiez-vous à des collaborateurs étrangers de venir s'installer en France ?



*Net Promoter Score (NPS) = % prescripteurs (note de 9 à 10) - % détracteurs (note de 0 à 6)

Graphique 13

Q : Selon vous, ces facteurs sont-ils des « irritants » ou des « stimulants » de l'attractivité de la France pour des collaborateurs étrangers* ?



*Stimulant si proportion de stimulant > irritant ; Irritant si proportion d'irritant > stimulant

TALENTS ET INNOVATION EN FRANCE





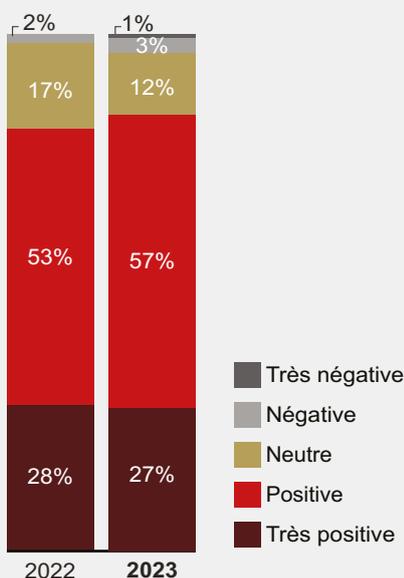
Écosystème d'innovation en France

La France dispose d'un riche écosystème d'innovation

Suivant la tendance des dernières années, la **capacité d'innovation de la France reste un puissant levier d'attractivité**. En effet, **84% des sondés ont une perception positive ou très positive de l'écosystème d'innovation** du pays (+3pp vs. 2022). Les **nombreuses forces** de cet écosystème font de la France une **destination d'investissements privilégiée** en Europe. C'est le cas du **soutien de l'innovation par l'État**, notamment via le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) et le Crédit d'Impôt Innovation (CII), qui est **particulièrement apprécié** par les répondants. De plus, la **qualification de la main d'œuvre** avec d'excellentes **formations scientifiques**, **l'infrastructure IT** avec une forte **couverture réseau et fibre** du territoire, ainsi que la solidité et la multiplicité des **centres régionaux de R&D** sont saluées. En revanche, des axes d'améliorations ont été pointés du doigt par les répondants : le manque de **souplesse du cadre juridique**, la difficulté **d'accès aux capitaux et aux financements** pour certains projets innovants, ou le manque de **pénétration du digital**, en particulier dans l'administration. Certains sondés citent aussi un manque de communication à l'international sur le développement de l'écosystème d'innovation français.

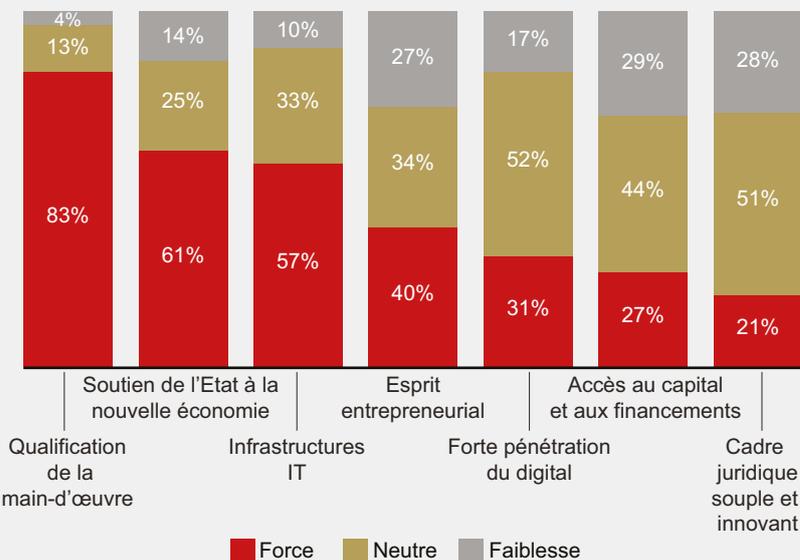
Graphique 14

Q : Quelle est votre perception générale de l'écosystème de l'innovation en France ?



Graphique 15

Q : Quelles sont les forces et les faiblesses de la France en matière d'innovation & de digital dans le cadre de vos investissements ?



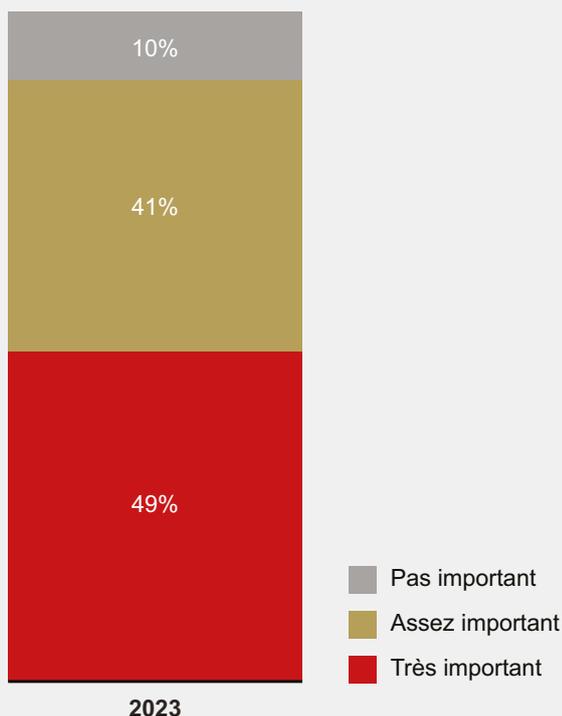
Essor de l'Intelligence Artificielle en France

L'essor de l'Intelligence Artificielle est perçu comme ayant un impact important sur la performance des entreprises américaines

À la suite de l'essor récent de **l'Intelligence Artificielle**, **90% des investisseurs américains estiment** que cette technologie aura un impact important sur les performances de leur entreprise. **49%** des répondants qualifient même cet **impact de très important**. D'après ces investisseurs, l'IA, en particulier **l'IA générative**, aurait le potentiel d'augmenter significativement **l'efficacité de leur entreprise**, non seulement dans la réalisation de **tâches simples ou répétitives** grâce à leur automatisation, mais aussi dans la réalisation de **tâches complexes**. L'IA induirait un **changement profond dans les façons de travailler** des collaborateurs.

Graphique 16

Q : Quelle importance l'essor de l'IA aura-t-il sur la performance de votre entreprise ?

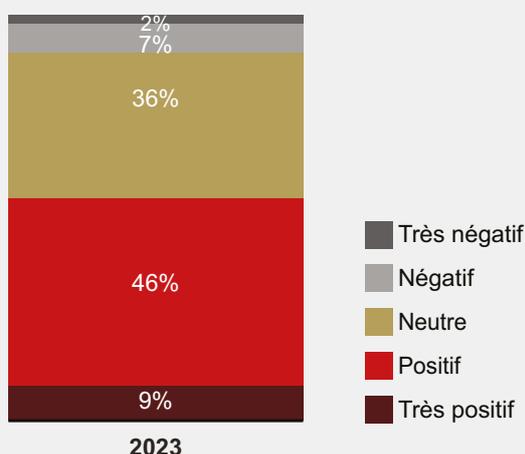


La majorité des répondants a un sentiment positif vis-à-vis de la capacité d'accompagnement de la France dans cette transformation vers l'IA

La capacité de la France à accompagner les entreprises dans cette transformation vers l'IA est **perçue comme positive ou très positive** par **55% des sondés**. Ce **sentiment** s'explique notamment par la **volonté** assumée des pouvoirs publics **d'intégrer** le sujet de **l'IA dans certaines de leurs initiatives stratégiques** (en particulier France 2030 et la Stratégie Nationale pour l'IA). Le développement et le déploiement de **solutions d'IA** en France sont portés par un **dense écosystème d'incubateurs et de start-ups** à la pointe de la technologie, par la qualité des nouvelles **formations** ainsi que par la **présence d'un important vivier de talents**. La minorité qui a une perspective négative de la capacité d'accompagnement de la France vers l'IA (9%) s'inquiète de la **lenteur administrative**, d'une certaine **frilosité** et absence de vision long terme, mais aussi d'un **manque de financement** par rapport aux États-Unis et à la Chine.

Graphique 17

Q : Quel est votre sentiment par rapport à la capacité de la France à accompagner les entreprises dans cette transformation vers l'IA ?

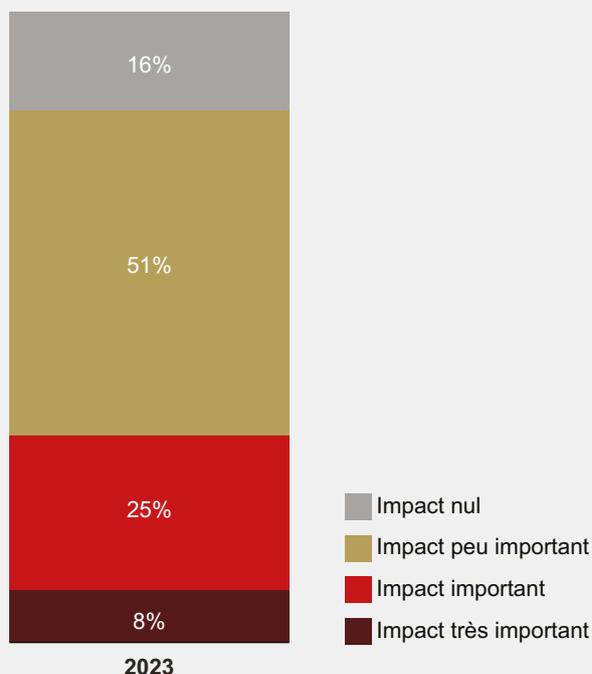


L'impact de l'IA sur le nombre d'emplois en France est perçu comme faible

Plus des deux tiers des investisseurs américains (67%) prévoient un **impact peu important ou nul** de l'**Intelligence Artificielle (IA)** sur le nombre d'emplois de leur entreprise en France. Ces technologies vont certes **simplifier un grand nombre de tâches**, mais ne **mèneraient pas**, aux yeux des sondés, **à une diminution nette du nombre d'emplois**. Les répondants prévoient plutôt un **changement profond des manières de travailler**. Certains domaines spécifiques, tels que **l'industrie pharmaceutique**, la **cybersécurité**, et la **technologie**, placent même **d'importants espoirs en l'Intelligence Artificielle** pour démultiplier l'efficacité de leurs collaborateurs. Certains investisseurs mentionnent qu'il est important de mettre en place des **accompagnements et formations adaptés** afin que le **vivier de talents existant** en France puisse utiliser ces nouveaux outils à leur plein potentiel.

Graphique 18

Q : Comment estimez-vous l'impact de l'essor de l'IA (en particulier générative) sur le nombre d'emplois de votre entreprise en France ?



La stratégie nationale française pour l'Intelligence Artificielle (IA)

Dès **2018**, le Gouvernement français a lancé une **stratégie nationale pour l'IA** en deux phases afin d'accompagner l'essor de ces technologies et de développer une filière française de rang mondial.

La première phase (2018-2022) de 1,5 milliard d'euros avait pour objectif de renforcer les capacités de recherche de la France. Elle a conduit à la création et au développement d'un réseau d'instituts interdisciplinaires d'IA (3IA), au soutien à des chaires d'excellence en IA, au financement de programmes doctoraux et à l'investissement dans les capacités de calcul de la recherche publique (e.g., supercalculateur Jean Zay).

La seconde phase (2021-2025) mobilise plus de 2 milliards d'euros de cofinancements publics-privés, dont 1,5 milliards de financements publics. Elle vise à **conquérir les talents et transformer le potentiel scientifique du pays en succès économique** en soutenant certains **domaines prioritaires** tels que

l'IA embarquée, le edge computing, les technologies de confiance pour l'explicabilité et la fiabilité des algorithmes, la frugalité énergétique des IA, l'IA Générative et les modèles géants de langage.

En septembre 2023, le Gouvernement a lancé le **Comité de l'Intelligence Artificielle Générative**, qui réunit des acteurs de différents secteurs (culturel, économique, technologique et de recherche), pour **contribuer à éclairer les décisions du Gouvernement et faire de la France un pays à la pointe de la révolution de l'Intelligence Artificielle**.

L'IA générative : le point de vue de Bain & Company



La France se positionne aujourd'hui comme un **pôle d'attraction pour les investisseurs étrangers dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA)**, et plus spécifiquement dans le secteur de **l'intelligence artificielle générative**. Cette attractivité repose sur plusieurs piliers fondamentaux qui font de l'Hexagone un terreau fertile pour l'innovation et l'investissement dans ces technologies de pointe.

La France abrite des champions reconnus dans le domaine de l'IA générative, tels que Mistral et LightOn. Ces entreprises illustrent la capacité française à développer des technologies d'IA avancées et à innover sur ce segment en pleine effervescence. Leur expertise et leurs avancées contribuent à renforcer la réputation de **la France en tant que centre d'excellence en matière d'IA générative, attirant ainsi l'attention et les capitaux des investisseurs étrangers**.

En outre, la forte dynamique des grandes entreprises françaises dans l'adoption de l'IA générative est un autre facteur clé de l'attractivité de la France. Les leaders industriels français, notamment dans les services financiers, l'automobile et le luxe, intègrent de plus en plus l'IA générative dans leurs processus-clés, cherchant à optimiser leurs opérations et à offrir des expériences client innovantes. Cette tendance témoigne de la maturité du marché français de l'IA et de son ouverture à l'adoption de nouvelles technologies.

Enfin, la **très forte densité académique et scientifique en France favorise la convergence de l'IA et du quantum computing**, domaine où la France excelle également, comptant des champions tels que **Alice & Bob et Pasqal**. Cette convergence promet des avancées révolutionnaires dans le traitement des données et la puissance de calcul.

La présence de champions français en IA générative, la dynamique d'adoption par les grandes entreprises, et la convergence entre l'IA et le quantum computing **font de la France un écosystème unique et attractif pour les investisseurs étrangers**. Ces éléments, **combinés à un soutien gouvernemental fort pour l'innovation** et à une **communauté de recherche dynamique, placent la France au cœur des évolutions futures de l'IA générative** et la rendent particulièrement **attractive auprès des investisseurs domestiques et étrangers**.

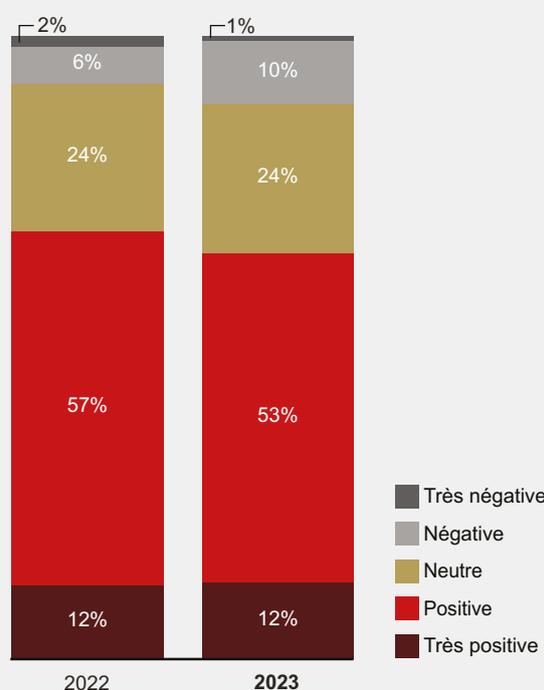
Pool de talents et système de formation en France

Le système de formation professionnelle est un atout pour la France...

Près des deux tiers des répondants ont une impression positive ou très positive du système de formation professionnelle en France (65%). Ce chiffre révèle une forte satisfaction globale, en légère diminution par rapport à 2022 (-4pp), malgré quelques axes d'amélioration suggérés par les investisseurs américains. Le système de formation en France est reconnu comme étant de grande qualité, en particulier pour ses filières hautement qualifiées telles que les formations scientifiques. La qualité du vivier de talents qui en est issu est citée de manière récurrente comme un atout majeur pour l'attractivité du pays. Cependant, le bât blesse au niveau des filières techniques et des formations pour les métiers en tension qui souffrent encore d'importants problèmes d'attractivité et de disponibilité de la main d'œuvre. En ce sens, les efforts récents de l'État concernant l'apprentissage sont salués, mais certains investisseurs les jugent encore insuffisants au vu des besoins des entreprises.

Graphique 19

Q : Quelle impression avez-vous du système de formation professionnelle en France ?

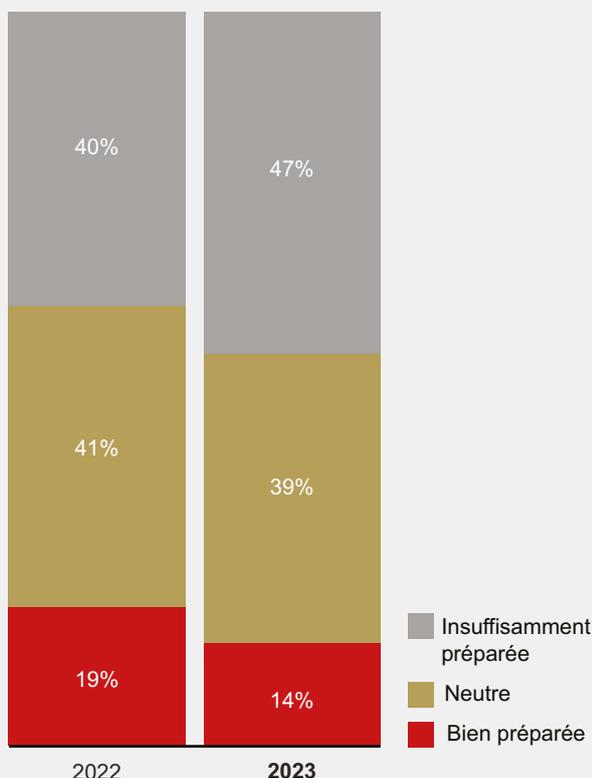


...mais le pays est perçu comme insuffisamment préparé aux enjeux des métiers de demain

Même si le système de formation actuel est plébiscité par la majorité des investisseurs américains, ils sont 47% à estimer que la France n'est pas suffisamment préparée aux enjeux des métiers d'avenir. C'est 7% de plus que l'an dernier. Si les investisseurs américains saluent le nombre de nouvelles formations spécialisées qui ont vu le jour sur ces dernières années, ils sont nombreux à déplorer une importante inadéquation qui persiste entre les enseignements et les besoins actuels et futurs des entreprises. Ils peinent à trouver suffisamment de personnes formées à certains sujets, tels que la transition énergétique, la cybersécurité ou plus généralement les métiers du digital. Par ailleurs, ils prônent aussi la nécessité pour l'État de continuer ses efforts de promotion des formations pour les reconversions professionnelles.

Graphique 20

Q : Selon vous, la France est-elle suffisamment préparée aux enjeux des métiers de demain ?



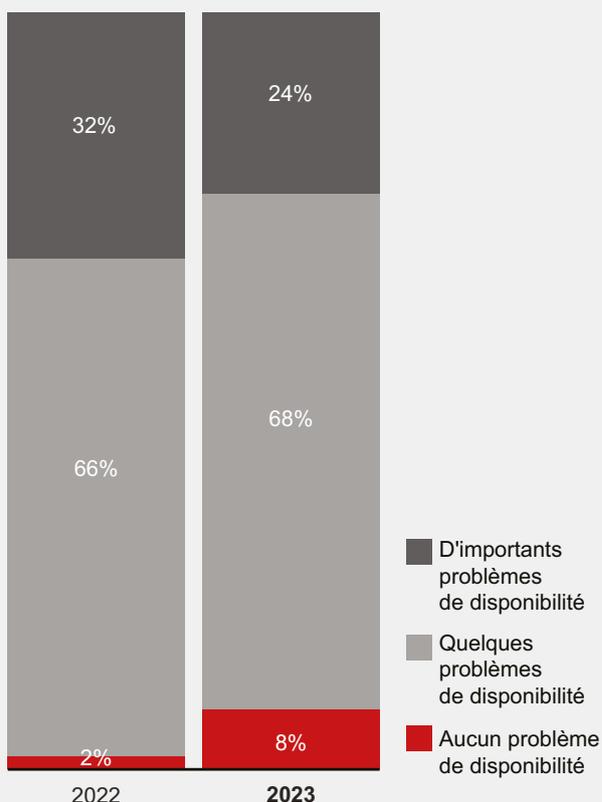
Des tensions existent sur le marché du travail en France, comme ailleurs en Europe

Cette année encore, la très grande majorité des répondants (92%) considère avoir **quelques problèmes (68%)** ou **d'importants problèmes (24%) de disponibilité de la main d'œuvre**. Certes, ces chiffres sont en **légère amélioration par rapport à l'année dernière** (-6 points vs. 2022) mais le **chômage se résorbant** et la **population européenne vieillissant**, certains secteurs peinent à recruter. Ce constat touche aussi bien des **profils très qualifiés**, pour lesquels le pays subit une certaine **fuite des**

cerveaux, que des **métiers plus opérationnels** qui souffrent d'un vrai **enjeu d'attractivité**. Certaines régions françaises sont davantage touchées que d'autres. C'est le cas de grandes villes comme Paris et Lyon où la **concurrence autour des talents s'est accrue**, ainsi que des zones frontalières avec la Suisse où les **salaires sont plus élevés qu'en France**. Les investisseurs américains soulignent que **cette problématique n'est pas exclusivement française**, et qu'elle constitue plutôt une **préoccupation à l'échelle européenne**.

Graphique 21

Q : Quel est votre sentiment par rapport à la disponibilité de la main d'œuvre et des talents en France ?



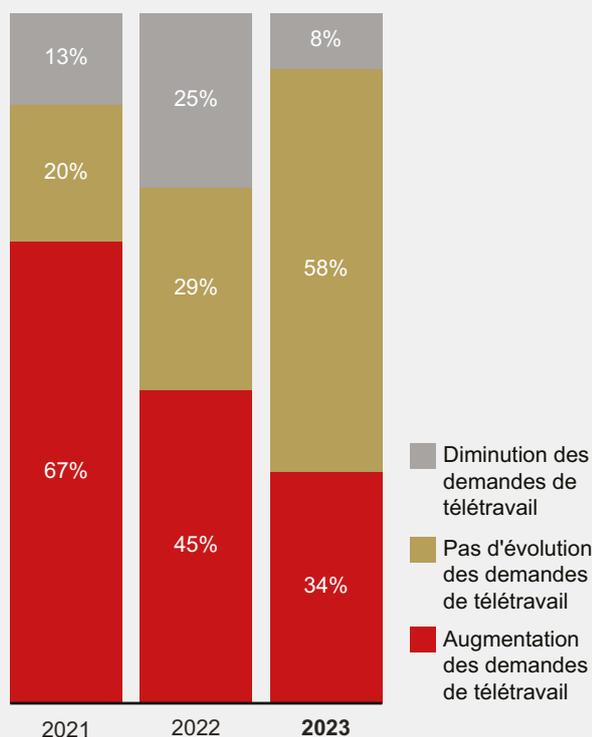
Le télétravail est toujours très présent et se stabilise au sein des entreprises ; le ressenti autour de son impact se détériore mais reste majoritairement positif

Après un record atteint lors de la période Covid, le télétravail reste toujours très présent au sein des entreprises. **34% des répondants ont constaté une augmentation** des demandes de télétravail (-11pp vs. 2022). La **large majorité** d'entre eux (58%) souligne une **stabilisation de ces demandes** (+29pp vs. 2022) et seuls 8% constatent leur diminution (-17pp vs. 2022).

L'hybridation du travail continue d'être **perçue favorablement** par une **majorité** de répondants (54%) qui y voit de nombreux **impacts positifs** tels que le **gain de temps et d'autonomie pour les collaborateurs**, la **meilleure attractivité et rétention des talents**, et **l'amélioration de l'équilibre de vies familiale et professionnelle**. À l'inverse, ils sont **32%** (+10pp vs. 2022) à **déplorer certains impacts négatifs**, essentiellement une **détérioration de la cohésion d'entreprise** ou des **difficultés de communication**.

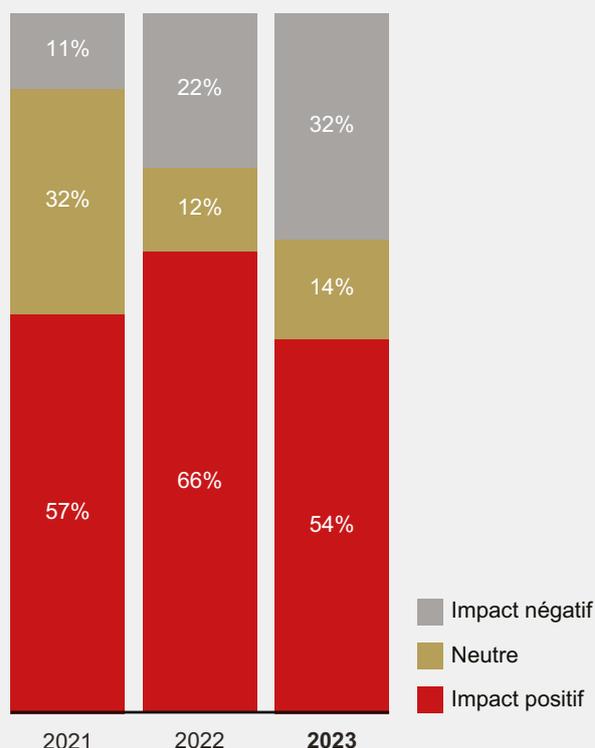
Graphique 22

Q : Observez-vous une augmentation/diminution/stabilité du télétravail par rapport à il y a un an ?

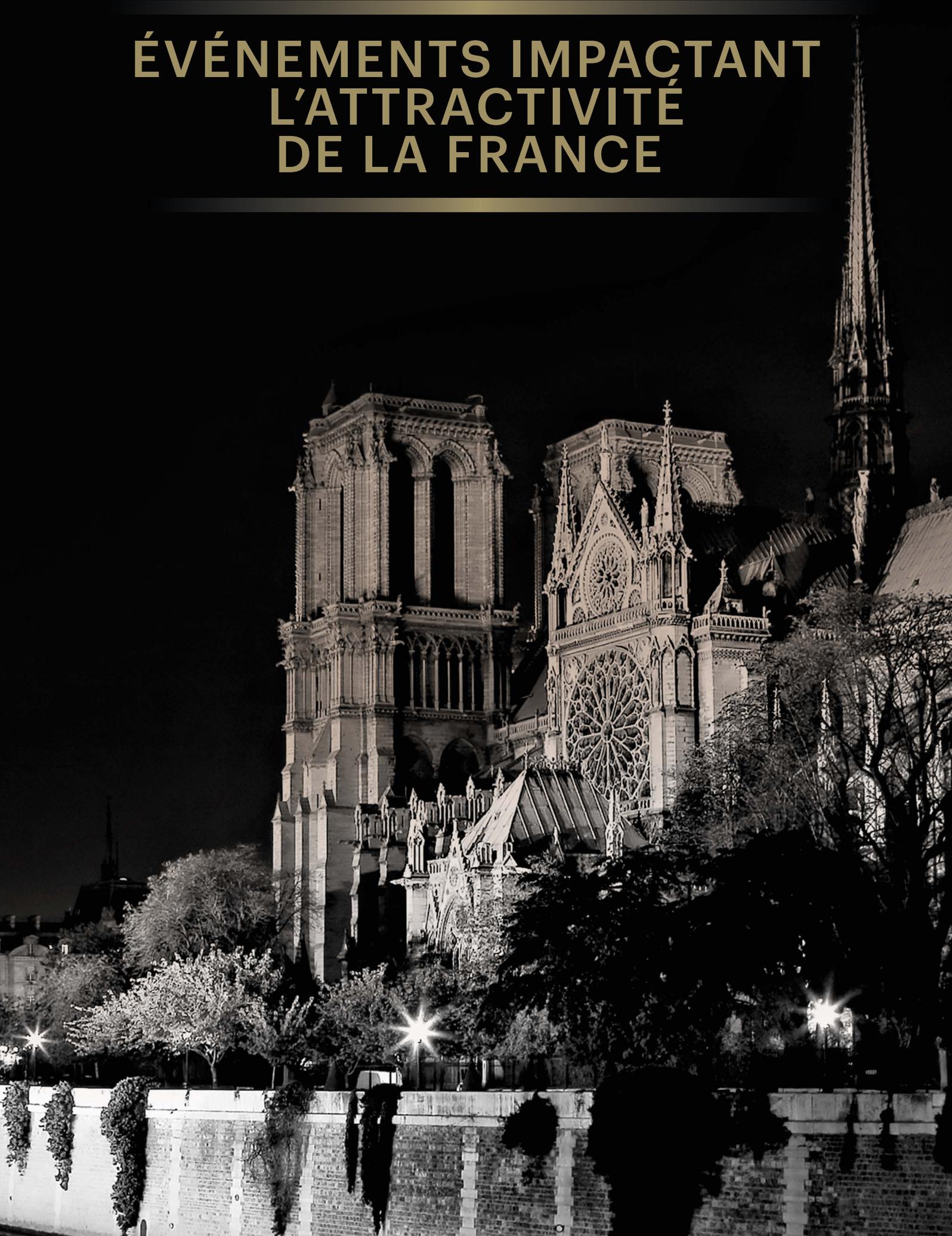


Graphique 23

Q : Comment estimez-vous l'impact de l'hybridation du travail sur la performance de votre entreprise ?



ÉVÉNEMENTS IMPACTANT L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE





Transition écologique

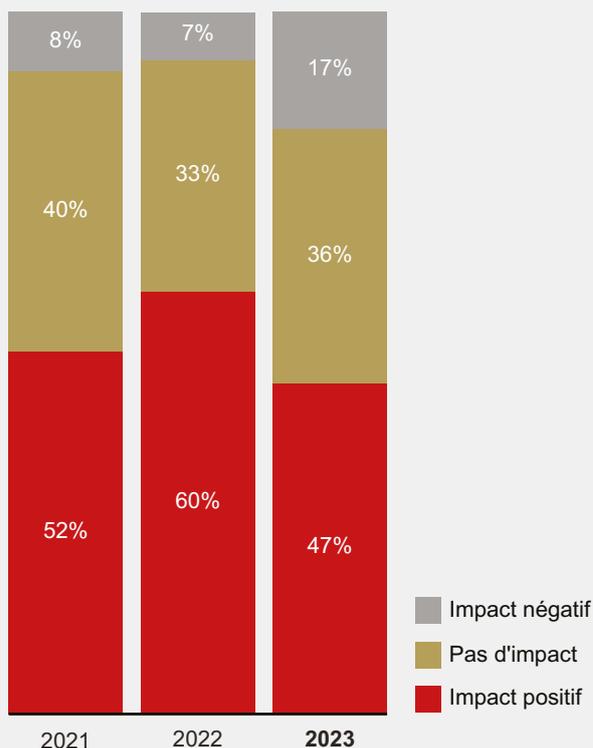
La transition écologique est en marche, mais doit encore s'adapter au contexte mondial actuel et aux imprévus conjoncturels

En 2023, la transition écologique reste un sujet brûlant sur lequel l'État français continue de travailler. **Les efforts du Gouvernement en la matière sont majoritairement bien reçus : 47% estiment que leur impact sur l'attractivité du pays est positif.** La France est perçue comme **en avance de phase** par rapport à ses voisins européens sur ces sujets, faisant de ses engagements politiques environnementaux un **atout majeur et différenciant**. Les investisseurs apprécient le **mix énergétique, plus décarboné** que le reste de l'Europe grâce notamment au nucléaire, et **l'alignement entre les engagements de leur propre entreprise et l'ambition française sur le climat.**

Cependant, la baisse de 13 points de cette satisfaction par rapport à 2022, couplée à l'augmentation du taux d'insatisfaction (17% en 2023 vs. 7% en 2022), révèlent **certaines inquiétudes**. En effet, **dans un contexte macroéconomique moins favorable, certains répondants estiment qu'il est devenu plus difficile de se soumettre aux réglementations environnementales françaises.** Ils ont le sentiment que ces exigences sont plus élevées que dans le reste de l'Europe, et souvent **surtransposées par rapport aux directives communautaires européennes**, requérant des investissements conséquents pour s'y conformer. Par ailleurs, les investisseurs américains pointent aussi du doigt **certaines priorisations technologiques** françaises pour la transition énergétique. Certains mentionnent l'exemple de la production d'hydrogène par électrolyse de l'eau, encore très coûteuse et peu disponible, et pourtant mise en avant par la France. Les répondants relèvent aussi un **manque d'engagement** de l'État français sur des sujets clés comme la **circularité** ou la gestion du **plastique**.

Graphique 24

Q : Selon vous, les efforts de l'État en matière de transition écologique ont-ils un impact sur l'attractivité de la France ?



Les engagements des entreprises sur le climat sont encore adaptés

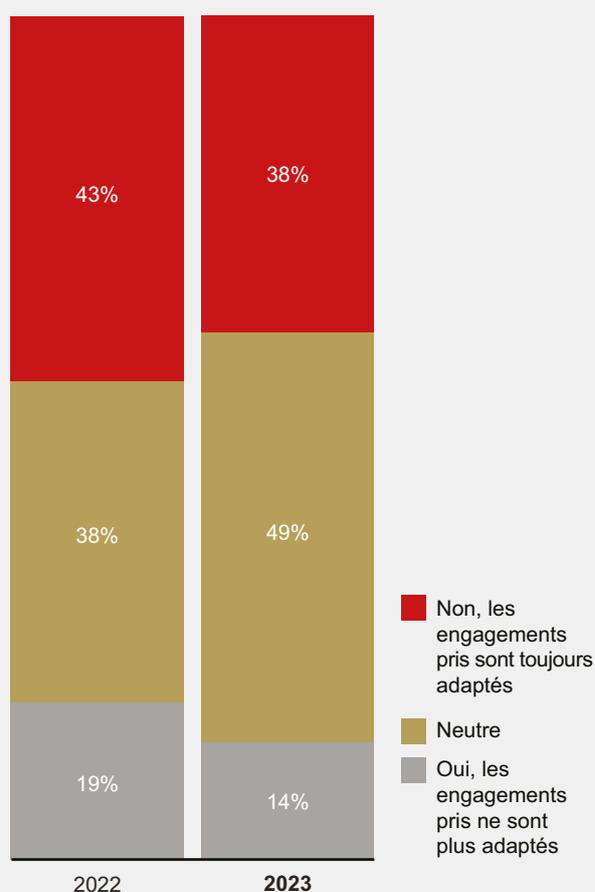
Au vu du contexte mondial actuel turbulent, les engagements écologiques ambitieux que les entreprises ont pris durant ces dernières années auraient pu être remis en question. Pourtant, **seulement 14% des répondants estiment que leurs engagements en termes de climat ne sont plus adaptés** (-5pp vs. 2022).

La plus grande partie d'entre eux (**49%**) a **émis un avis neutre** à cette question, en **augmentation de 11 points** par rapport à l'an dernier. Cette hausse d'avis neutres s'explique potentiellement par **le contexte inflationniste** qui induit de **fortes pressions sur les marges** des répondants. Leurs **efforts** semblent davantage concentrés sur des **objectifs de rentabilité** et **d'adaptation à cette période incertaine**, plutôt que sur des objectifs long-terme de décarbonation.

Néanmoins, **38% des votants estiment que leurs engagements en termes de climat sont toujours adaptés**. En effet, de nombreuses industries ont placé les engagements RSE au sommet de leurs priorités, afin **d'atteindre leurs objectifs de transition écologique et de décarbonation d'ici 2050**, mais aussi de maintenir leur **compétitivité à long-terme** avec des **attentes de plus en plus fortes de la part des consommateurs**.

Graphique 25

Q : Selon vous, les turbulences actuelles remettent-elles en cause les engagements ambitieux des entreprises sur le climat ?



Turbulences mondiales

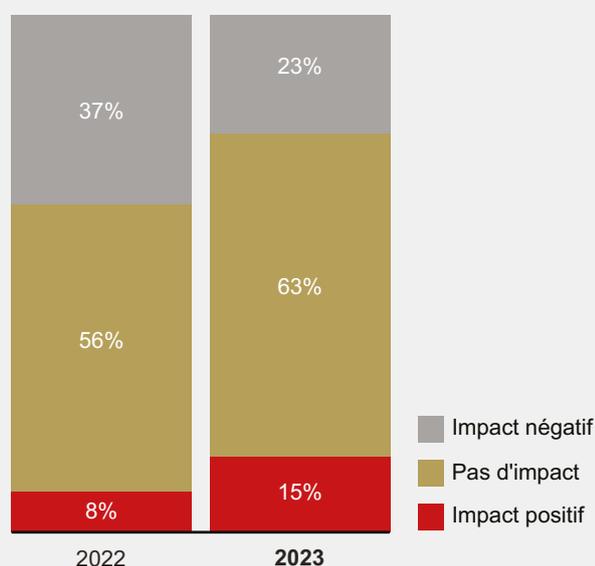
L'impact du prix de l'énergie, de l'inflation et de la hausse des taux est limité sur les investissements américains en France

Près de **deux tiers des répondants** indiquent que les **investissements de leur entreprise en France n'ont pas été impactés**, par rapport aux autres pays d'Europe, par le **prix de l'énergie**. C'est plus qu'en 2022. On remarque d'ailleurs à la fois une **diminution du nombre « d'impacts négatifs »** (-14pp) et une **augmentation du nombre « d'impacts positifs »** (+7pp) sur les investissements par rapport à l'an dernier. D'après les répondants, cette tendance positive est essentiellement attribuable au **bouclier tarifaire**. Cette initiative, mise en place par l'État dans une volonté de **maintenir la compétitivité des industries françaises, est très appréciée par les maisons-mères américaines**. Les répondants indiquent aussi que **l'énergie française est plus compétitive que celle de ses voisins européens** grâce au recours au **nucléaire décarboné et moins cher**. Cependant, certains soulignent que, même si la France est plus attractive en termes de coûts énergétiques, elle souffre de la **concurrence des États-Unis et de la Chine**. Ils précisent que ces pays bénéficient de prix énergétiques plus compétitifs que la France, en raison notamment de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis et des exportations russes en Chine.

Par ailleurs, les résultats de cette année concernant l'inflation, la hausse des taux et le contexte macroéconomique de la France sont **encourageants**. Près de **deux tiers des sondés pensent que ces éléments n'ont pas eu d'impact** sur leurs investissements au sein du pays. Les répondants précisent que ces événements sont plutôt la **conséquence de la conjoncture mondiale et ne réduisent pas l'attractivité de la France** relativement aux autres pays d'Europe. Cependant, certains répondants ont spécifié que la **détérioration de la rentabilité de leur maison-mère**, en raison du contexte macroéconomique, **diminuait leur capacité d'investissement** à l'étranger de manière globale.

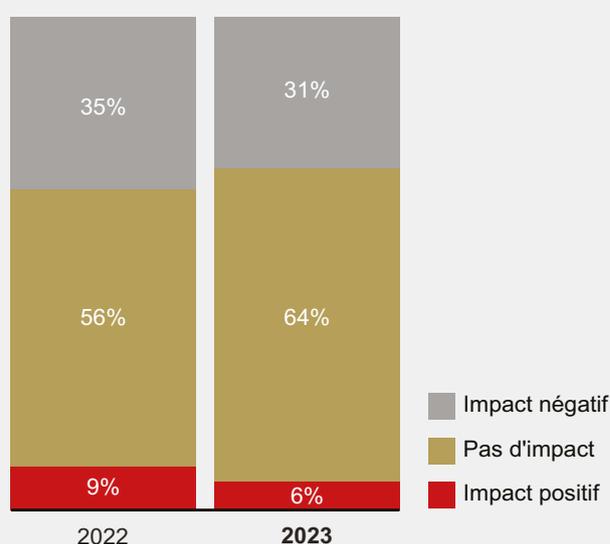
Graphique 26

Q : Selon vous, le prix de l'énergie en France (relativement aux autres pays d'Europe) a-t-il eu un impact sur les investissements de votre entreprise ?



Graphique 27

Q : Selon vous, l'inflation et le contexte macroéconomique ont-ils impacté les investissements de votre entreprise en France (par rapport aux autres pays d'Europe) ?

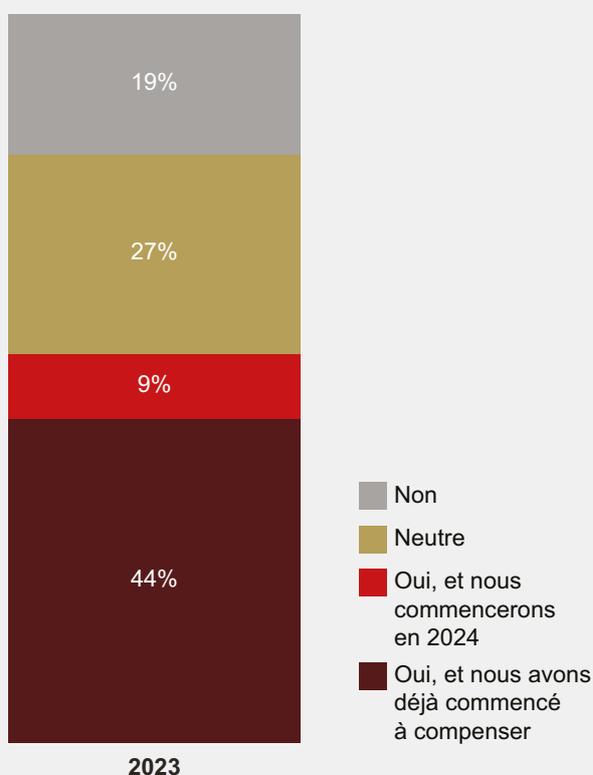


Plus de la moitié des répondants a déjà commencé à compenser les augmentations de coûts de 2023-2024 ou a prévu de le faire cette année

Enfin, **plus de la moitié** des investisseurs cette année est en capacité de **compenser ces augmentations de coûts** : **44%** ont **déjà commencé** à le faire en 2023 et **9%** **prévoient de le faire en 2024**. Ces chiffres se maintiennent depuis l'année dernière et montrent que l'inflation et la hausse des coûts sont des **éléments toujours d'actualité pour les entreprises** américaines. Elles s'adaptent par des **restrictions budgétaires**, des **plans de restructuration**, le **ralentissement des recrutements**, la **diminution du nombre de projets**, ou par des **augmentations de prix en direction des consommateurs**. Cependant, la **faisabilité** de ces mesures **dépend du secteur** concerné. Pour certains, les **marges sont déjà faibles** (e.g., logistique), ou bien la **négociation des prix et des contrats** a été **réalisée en amont** et ne peut pas toujours faire l'objet d'une renégociation (e.g., agroalimentaire, distribution), ou encore les prix sont fixés par les marchés mondiaux (e.g., énergie, pétrole, chimie). D'après certains répondants, les **hausse de prix sont d'autant plus difficiles à mener en France** car le consommateur final est mieux protégé qu'au sein d'autres destinations d'investissement.

Graphique 28

Q : Pensez-vous que votre entreprise soit en capacité de compenser les augmentations de coûts survenues en 2023 et à venir en 2024 (via par exemple des augmentations de prix consommateur, des plans d'efficacité, ...) ?

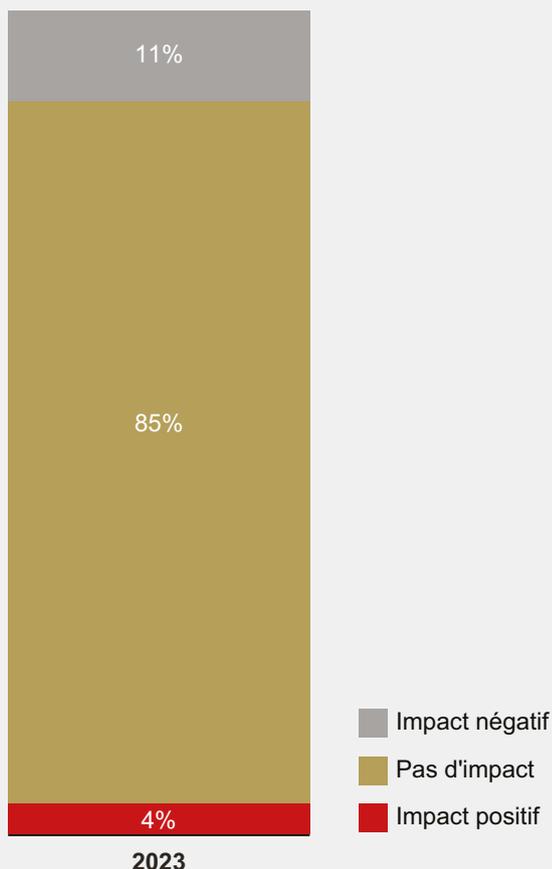


Les conflits internationaux n'ont pas vraiment d'impact sur l'investissement

Les **conflits internationaux récents et le positionnement de la France ont un impact majoritairement neutre (85%) sur les investissements**. Une **minorité de 11%** estime tout de même que cela a été **négatif pour l'investissement en France**, notamment parce que ces conflits ont renforcé l'**incertitude mondiale** et ont entravé les **échanges internationaux**. Parmi les répondants, les principales industries en France ayant subi des **effets défavorables** liés à ces turbulences mondiales sont **l'informatique, la chimie et la parachimie, le commerce et la distribution, les industries lourdes ainsi que le tourisme et les loisirs**. À l'inverse, d'après les sondés, les industries en France qui en ont bénéficié sont principalement **l'aéronautique, l'aérospatiale et la défense, l'énergie et les services** pour ces secteurs.

Graphique 29

Q : Les conflits internationaux récents et le positionnement de la France ont-ils eu un impact sur les investissements réalisés par votre entreprise en France ?

**...tandis que l'IRA polarise davantage...**

La perception des répondants est plus polarisée quant aux conséquences de **l'Inflation Reduction Act (IRA)** adopté en août 2022 aux États-Unis. **16%** des répondants estiment que **son impact est positif** sur les investissements réalisés en France par leur entreprise. En effet, certains pensent que l'IRA a accéléré la mise en place d'initiatives similaires à l'échelle

française et européenne, améliorant l'attractivité du pays en comparaison à d'autres destinations d'investissement. En revanche, **28%** des votants estiment que **l'impact de l'IRA** sur les investissements réalisés en France **est négatif**. Ils s'inquiètent de ses effets défavorables sur la **compétitivité européenne et française**, mentionnant que l'IRA **exacerbe l'écart concurrentiel avec les États-Unis et renforce la compétition entre les destinations d'investissement en Europe**.

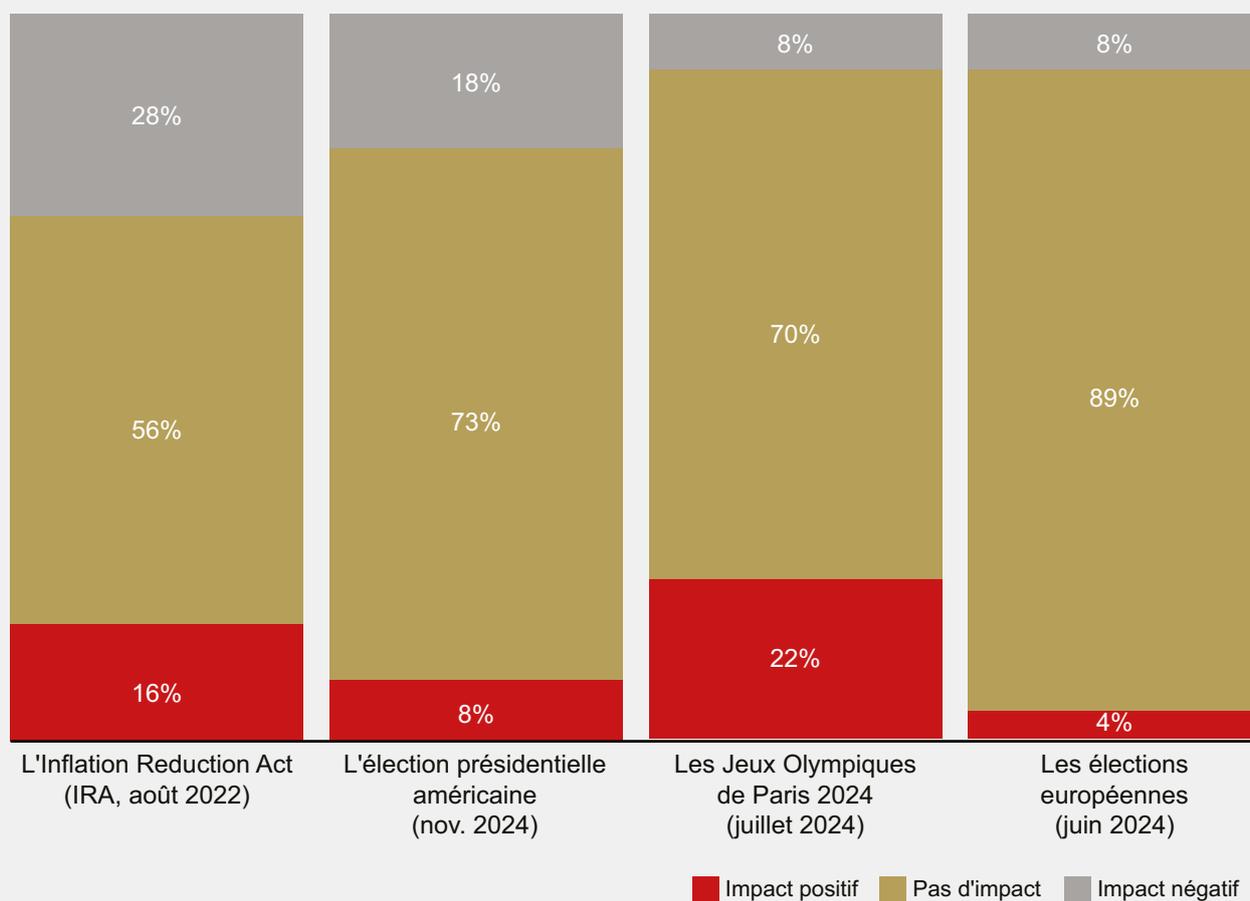
Au sein des autres événements de portée mondiale, les **élections européennes et les élections présidentielles américaines à venir ont un impact majoritairement neutre**, de respectivement **89%** et **73%**, sur les **investissements américains en France**. Ils sont tout de même **18%** des répondants à estimer que les élections américaines auront un impact négatif.

... et que les Jeux Olympiques 2024 sont porteurs d'espoir

Parmi nos répondants, **70%** pensent que les **Jeux Olympiques 2024** auront un **impact neutre** sur leurs investissements en France. Cela dit, ils sont près **d'un quart (22%)** à estimer que ces JO 2024 auront un **impact positif**. Certaines entreprises appréhendent la période des JO et les difficultés logistiques liées en Ile-de-France. Cependant, ils sont nombreux à reconnaître les **effets favorables** engendrés par les JO, que ce soit **directement** pour des secteurs tels que le **tourisme et les loisirs, le commerce et la distribution**, ou **indirectement** en faisant rayonner l'image de la France à l'international.

Graphique 30

Q : Comment estimez-vous l'impact des éléments suivants sur les investissements réalisés par votre entreprise en France ?



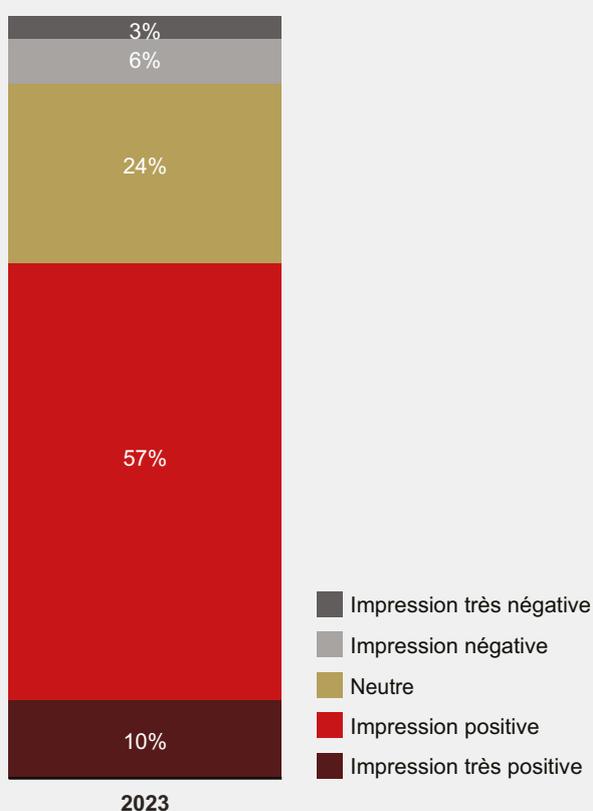
Contexte politique national

Plus de deux tiers des répondants ont une impression positive des réformes réalisées par le Président Macron, même si certaines réserves sont émises

Plus de deux tiers des répondants ont une impression positive par rapport aux réformes réalisées par le Président Macron. En effet, ils sont **57% à avoir un sentiment général positif et 10% très positif** par rapport aux **réformes déjà réalisées** lors du second quinquennat. Cela inclut la réforme du RSA, des retraites, de l'assurance chômage, de Pôle Emploi, la loi relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables, ainsi que la diminution de l'impôt sur les sociétés. Pour nos répondants, ces réformes ont été **perçues davantage comme des rattrapages nécessaires** pour réduire l'écart concurrentiel avec d'autres pays en Europe, que **comme des améliorations significatives de l'attractivité française**. Par ailleurs, certaines **réserves sont émises** par les investisseurs américains **quant à la mise en œuvre de ces réformes** qui a pu être un **catalyseur de tensions sociales**. Ils **appellent en ce sens à une meilleure gestion de la communication du Gouvernement** à l'avenir. Certains répondants recommandent aussi de mener une **plus forte communication Outre-Atlantique sur les réformes menées pour renforcer l'attractivité de la France** auprès des maison-mères américaines.

Graphique 31

Q : Quel est votre sentiment général par rapport aux réformes déjà réalisées au sein du second quinquennat du Président Macron ?



Au sein des réformes annoncées, la réforme des cotisations sociales est prioritaire pour les répondants, dont un tiers est confiant sur la capacité de l'État à tenir ses engagements

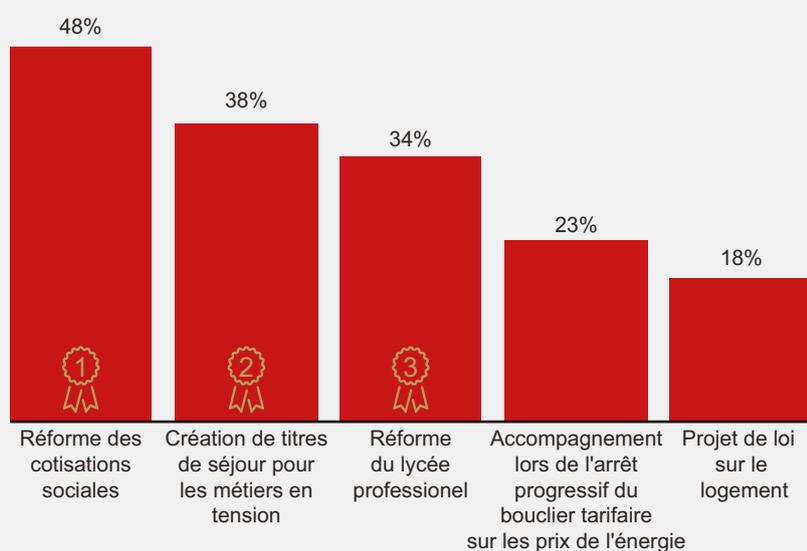
Parmi les mesures déjà annoncées par le Gouvernement au sein du second quinquennat du Président Macron, la **réforme des cotisations sociales** a été **désignée comme la plus prioritaire par 48% des répondants**. Ce résultat est cohérent avec **l'importance du coût de la main d'œuvre** pour les investisseurs américains. C'est le **facteur principal lors d'une décision d'investissement** et il est toujours perçu comme étant la **principale faiblesse** de la France par rapport aux autres pays européens. La **deuxième réforme à prioriser** cette année est, pour **plus d'un tiers des répondants (38%)**, la **création de titres de séjour pour les métiers en tension**. Ce résultat souligne à nouveau la

nécessité **d'améliorer la disponibilité de la main d'œuvre en France**, autre **faiblesse** aux yeux des investisseurs. De même, la troisième place revient à la **réforme des lycées professionnels (34% des réponses)**, face au manque de main d'œuvre formée et qualifiée pour des postes en tension.

Néanmoins, les avis sur la **capacité du Gouvernement à mettre en œuvre ces priorités** avant les prochaines élections sont partagés. Environ **un tiers (35%) sont confiants ou très confiants, 37% sont neutres, et 28% ne sont pas confiants**. Cela révèle un certain scepticisme compte tenu des sujets à traiter et du temps restant, dans un contexte de climat social dégradé.

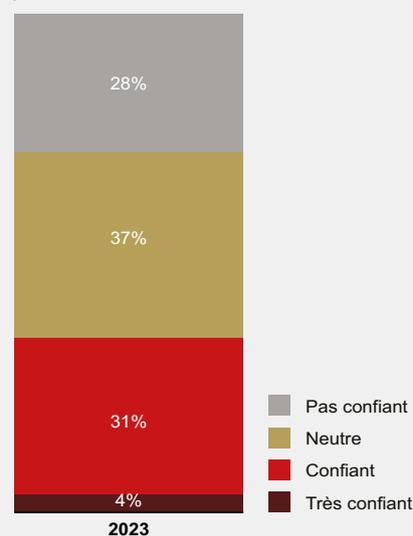
Graphique 32

Q : Selon vous, quelles sont les réformes prioritaires à l'agenda du second quinquennat du Président Macron pour accroître l'attractivité de la France ?



Graphique 33

Q : Quel est votre sentiment sur leur capacité à les mettre en œuvre d'ici les prochaines élections présidentielles ?

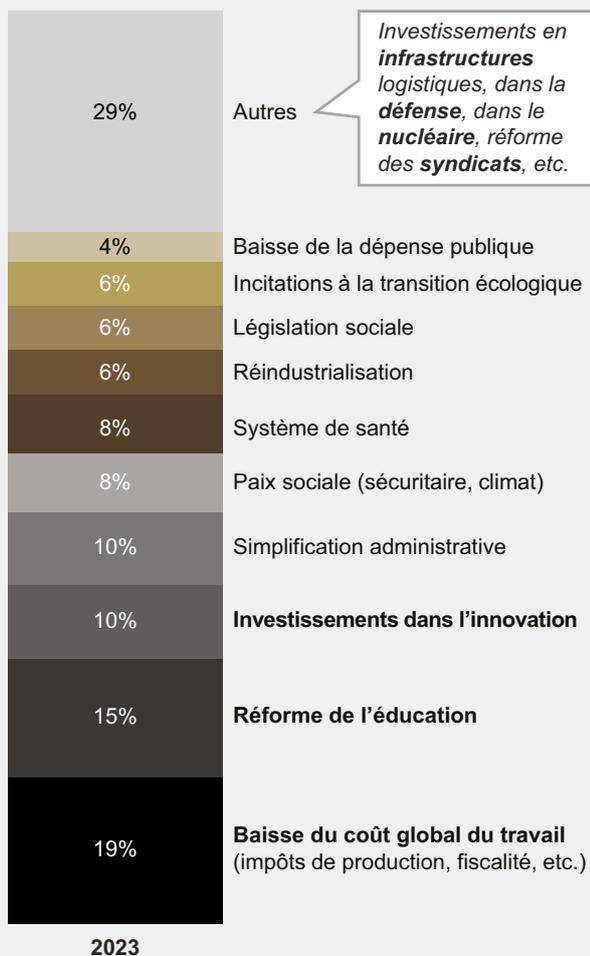


La baisse du coût global du travail ainsi que le soutien à l'éducation et à l'innovation sont également perçus comme clés

Au-delà des réformes déjà annoncées, les répondants ont identifié **d'autres priorités sur lesquelles le Gouvernement devrait, selon eux, s'engager**. La **réduction du coût global du travail** arrive en première place du classement, que ce soit par la **réduction des impôts de production** ou par **l'allègement de la fiscalité** pour les entreprises. Une **réforme de l'éducation** est aussi **perçue comme une priorité**, notamment pour améliorer **l'adéquation entre les enseignements** en études supérieures et les **besoins des entreprises**. Les répondants citent aussi une certaine **inquiétude quant aux résultats des élèves français qui se détériorent** au sein du **classement** de l'OCDE PISA pour **l'enseignement secondaire**. Par ailleurs, les autres réformes prioritaires citées par les sondés sont alignées avec leurs critères clés d'investissement : **l'investissement dans l'innovation**, la **simplification administrative**, la **paix sociale** ou encore la **réindustrialisation du pays**.

Graphique 34

Q : Au-delà de ces réformes, quelles sont selon vous les autres priorités sur lesquelles le Gouvernement devrait s'engager ?



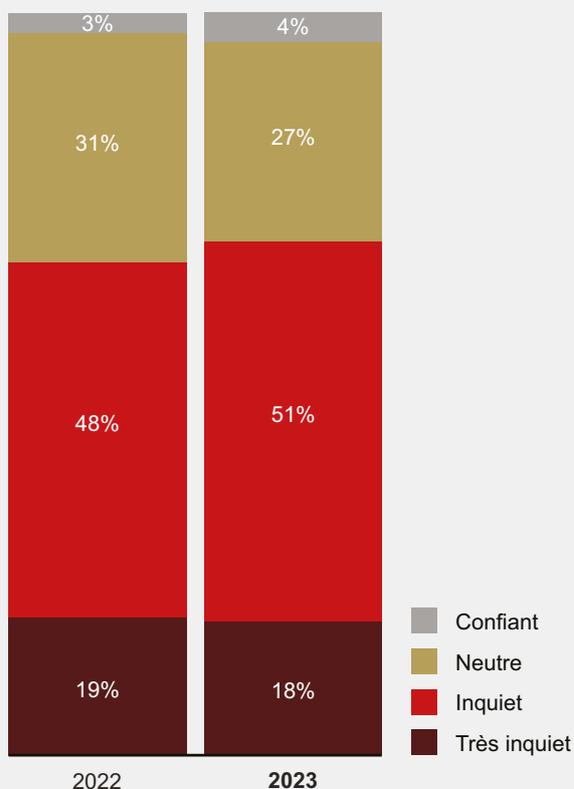
Un contexte d'inquiétude croissante par rapport à la dette publique

La conjoncture de la **dette publique française** provoque de l'appréhension pour **69%** des répondants, lesquels **sont inquiets ou très inquiets face à cette situation (+3 et +8 points par rapport à 2022 et 2021)**. Le **niveau d'endettement** de la France et **son évolution** ne semblent **pas actuellement constituer un frein à l'investissement**. Cependant,

c'est un **élément générateur de l'anxiété vis-à-vis de la pérennité du financement des dépenses publiques par l'emprunt**. En effet, même si le **soutien de l'État français pour les entreprises est salué** par les maisons-mère américaines (aides Covid, bouclier tarifaire, aides à l'innovation, etc.), **la façon dont l'État finance les dépenses publiques continuera d'être examinée avec précaution par les investisseurs**. Certains répondants soulignent que la **maîtrise de la dette souveraine est un facteur de décision d'investissement qui profite à d'autres pays européens** (en particulier à l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas et les pays nordiques).

Graphique 35

Q : Quel est votre sentiment par rapport à la dette publique ?



ATTRACTIVITÉ DES RÉGIONS FRANÇAISES





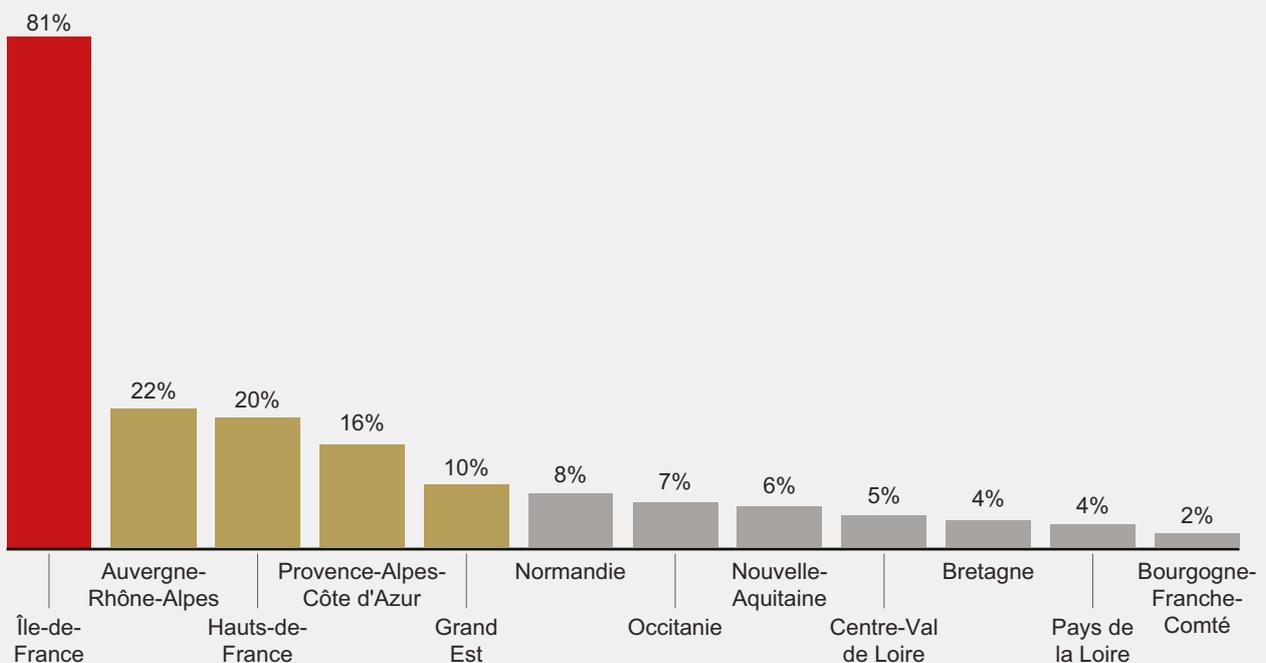
Attractivité des régions en France

Paris et sa région demeurent largement en tête en termes de nombre d'implantations

L'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers varie selon les régions. L'**Île-de-France** affirme sa position prépondérante : **81% des répondants** indiquent y être implantés, dépassant le cumul des réponses pour les cinq régions suivantes. La région parisienne, perçue comme un véritable **hub international très bien desservi**, brille auprès des répondants par sa **richesse économique** et sa **concentration de grandes écoles et universités**. Les régions **Auvergne-Rhône-Alpes** et **Hauts-de-France** sont plébiscitées pour leur **position géographique avantageuse**, pour leur **dynamisme économique** et pour la **disponibilité de leur main d'œuvre**. La région Auvergne-Rhône-Alpes bénéficie de **l'attractivité de la ville de Lyon** et ces alentours, et la région Hauts-de-France du **passé industriel du Nord de la France**.

Graphique 36

Q : Dans quelle(s) région(s) française(s) votre entreprise est-elle implantée* ?

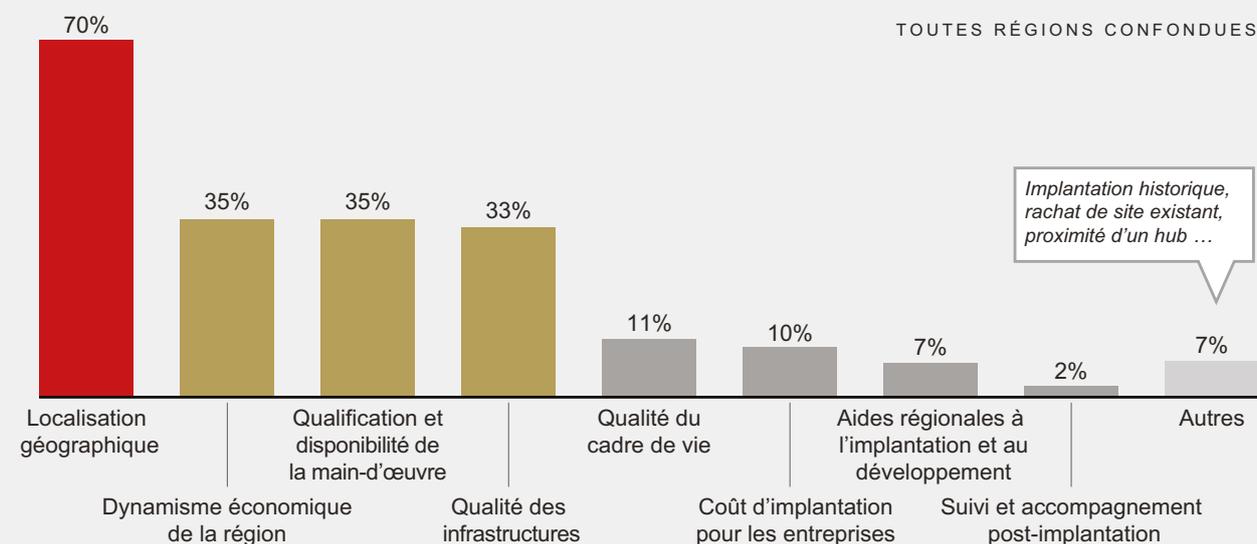


*Aucune entreprise des répondants n'est implantée dans les régions absentes de ce graphique. En pourcentage des entreprises répondantes.

24^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

Graphique 37

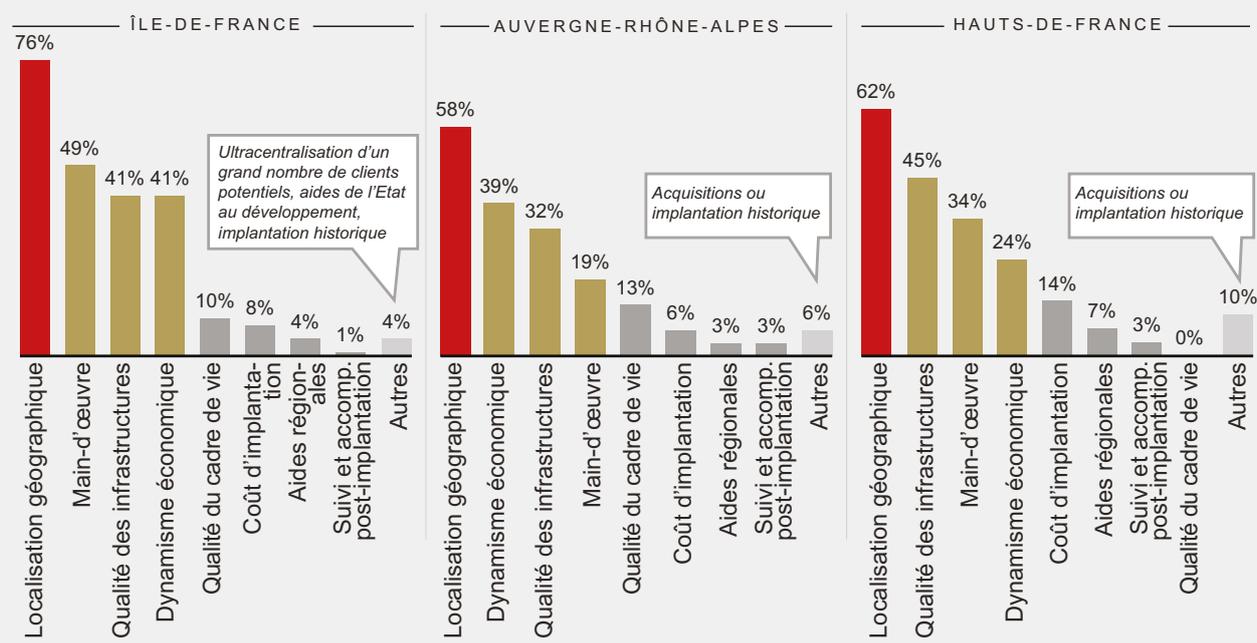
Q : Pour vous implanter dans ces régions, quels ont été les (maximum) 3 facteurs les plus déterminants ?



Les facteurs les plus déterminants pour sélectionner une région où s’implanter sont : la **localisation géographique**, le **dynamisme économique**, la **qualification et disponibilité de la main d’œuvre**, et la **qualité des infrastructures**. La **localisation géographique est mentionnée par 70% des votants, prenant encore plus d’importance (+8pp vs. 2022)**. Le **dynamisme économique** grimpe à la deuxième place du classement (+7pp vs. 2022), témoignant de l’importance de ce critère en cette période macroéconomique perçue comme moins favorable.

Graphique 38

Q : Pour vous implanter dans ces régions, quels ont été les (maximum) 3 facteurs les plus déterminants ?



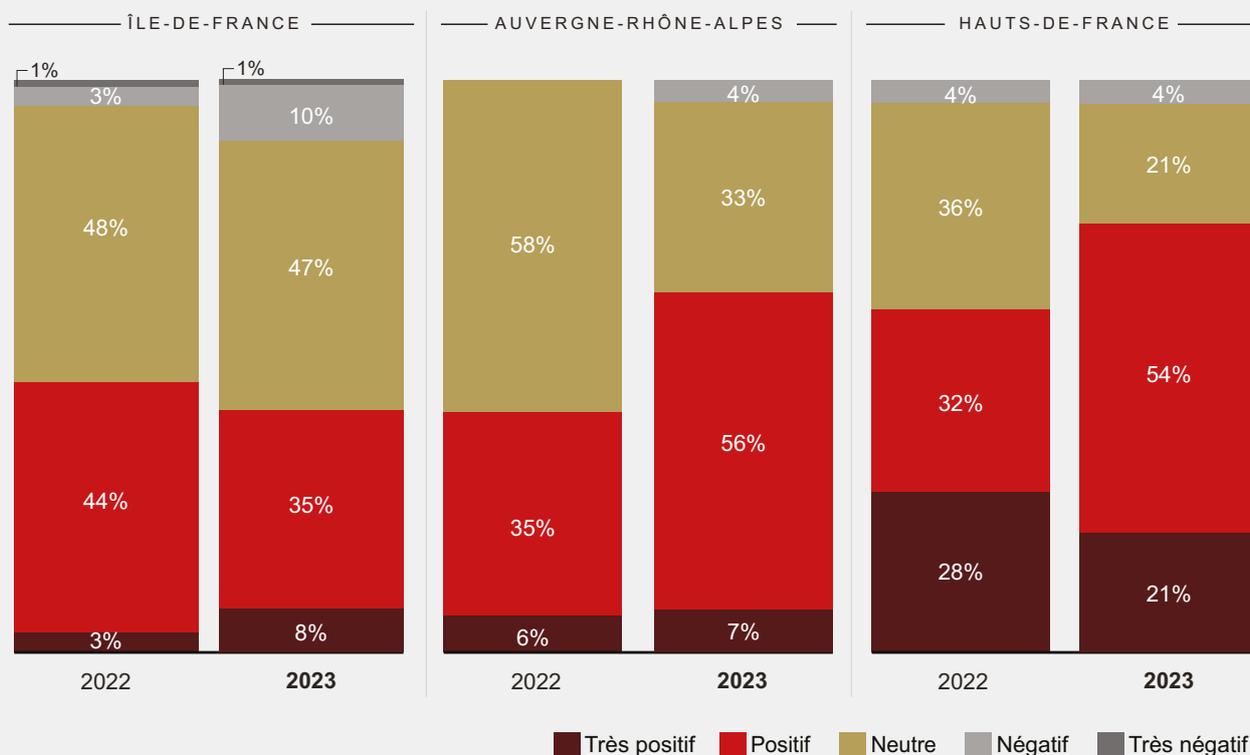
Politiques régionales

Un degré de satisfaction globalement satisfaisant vis-à-vis des politiques d'attractivité

Les répondants sont en **grande partie satisfaits et très satisfaits, par la politique et les actions menées en matière d'attractivité par les 3 régions les plus représentées cette année** : l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes et les Hauts-de-France. **L'Île-de-France connaît, tout de même, une diminution de son score de satisfaction**, qui passe de **47%** l'an dernier à **43%** cette année. Cette légère baisse semble s'expliquer en partie par une **amplification des irritants** en région parisienne. À l'inverse, le taux de satisfaction des investisseurs américains au sein des régions **Auvergne-Rhône-Alpes** et **Hauts-de-France** augmente de respectivement **22** et **15** points. **Cela suit la tendance haussière** des années précédentes au sein de ces deux régions, dont les **initiatives en matière d'attractivité régionale et d'accompagnement des entreprises lors de leurs implantations** sont saluées.

Graphique 39

Q : Êtes-vous satisfaits par la politique et les actions menées en matière d'attractivité par la région ?



Recommandations de l'AmCham France

En dépit d'une année 2023 marquée par des tensions géopolitiques extrêmes, une crise de l'énergie doublée d'une forte inflation, une pénurie des matières premières et un marché du travail en tension, l'économie française prouve une fois encore sa résilience et son dynamisme en restant sur la première marche du podium de l'attractivité européenne.

Néanmoins, l'érosion mise en avant par notre Baromètre ces deux dernières années invite à la plus grande vigilance, les investisseurs étrangers attendant de la part du gouvernement des signaux forts qui pourraient se résumer en 4 mots clés : **Incitation, Simplification, Visibilité, Stabilité.**

Afin d'enrayer et d'inverser cette tendance préoccupante, l'AmCham France formule les 5 recommandations suivantes :

1. Maintenir la dynamique pro-business & garder le cap et l'élan des réformes récemment engagées

L'AmCham se félicite de la culture *pro-business* impulsée par le Gouvernement et des réformes favorables aux entreprises mises en œuvre lors du premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Grâce au déploiement de mesures en matière de fiscalité, de simplification administrative et réglementaire, de réduction du coût du travail, de flexibilité de l'emploi ou encore d'amélioration des systèmes d'apprentissage, la perception qu'ont les investisseurs américains des réformes gouvernementales est très largement positive.

Néanmoins, le sentiment de *statu quo* voire « d'effritement » exprimé au travers de notre Baromètre en 2024 doit alerter. Si ce sentiment s'explique par un certain nombre de facteurs connus (fin de l'engouement post-covid, arrêt progressif des mesures de soutien aux entreprises, absence de majorité parlementaire...), celui-ci n'en révèle pas moins une dégradation de l'attractivité de la France et une perte de confiance des investisseurs américains pour la deuxième année consécutive.

Recommandations :

Dans ce contexte, l'AmCham invite le gouvernement à **concrétiser rapidement les dernières réformes annoncées afin d'envoyer un signal fort aux investisseurs quant à sa persévérance et à sa volonté de poursuivre sur une « dynamique réformatrice »**. Sur ce point, l'AmCham souligne la nécessité de **mieux communiquer sur les succès des récentes initiatives et politiques d'attractivité mises en place ces dernières années** (« faire-savoir »), lesquelles confortent aujourd'hui la France en tant que leader des pays européens les plus attractifs. L'AmCham suggère par exemple d'interroger régulièrement les investisseurs étrangers, notamment au moment de rendez-vous emblématiques comme le sommet Choose France, afin de leur permettre de s'exprimer sur leur vision (*à priori* positive) de la France.

Au-delà des réformes sur la diminution des cotisations sociales, sur la création d'un titre de séjour « métiers en tension » ainsi que sur les lycées professionnels, la poursuite active des efforts en direction des entreprises s'avère très importante pour *rebooster* leur confiance. Ainsi, l'AmCham appelle de ses vœux **de nouvelles annonces sur des mesures ou réformes structurantes**, en particulier au travers de la formalisation rapide du projet de loi Simplification/Pacte II, dont la récente consultation publique a suscité de fortes attentes auprès des entreprises.

Des mesures fortes dans le sens d'un assouplissement du droit du travail notamment en matière de dialogue social seraient également déterminantes pour redonner confiance aux investisseurs américains, trop souvent découragés par la complexité et le nombre de règles à respecter. **Réduire drastiquement, voire arrêter la (très controversée) tendance française à la « surtransposition » ou à la « pré-transposition » des réglementations européennes** contribuerait aussi significativement à simplifier et à rendre plus lisibles les politiques publiques tout en facilitant leur mise en application par les acteurs économiques.

De manière générale, l'AmCham plébiscite **une méthode plus collaborative avec les acteurs économiques : une consultation et une co-construction préalables à l'élaboration des politiques publiques destinées aux entreprises apparaissent indispensables afin d'éviter les nombreux écueils d'applicabilité et de délais de mise en œuvre**, souvent déconnectés des réalités du terrain.

Enfin, l'AmCham recommande **une meilleure coordination entre les acteurs œuvrant quotidiennement au service de l'attractivité de la France et de ses territoires** (Business France, Chambres de commerce, Régions, Collectivités, Agences de développement économique, French Tech...), ainsi **qu'une animation de cette communauté d'intérêts** au niveau national.

2. Mettre en œuvre tous les leviers pour atteindre les objectifs ambitieux de réindustrialisation du pays

L'AmCham salue la mobilisation de la France en faveur d'une réindustrialisation ciblée et décarbonée. Grâce au Plan France 2030, 70 milliards d'euros d'aides publiques seront investis d'ici 2030 afin d'accélérer la transformation de notre industrie dans des secteurs clés (énergie, automobile, aéronautique, espace...). Votée courant 2023, la Loi Industrie Verte vient conforter au travers de mesures concrètes les objectifs du gouvernement en ce sens. La simplification des démarches d'implantation industrielle, la réhabilitation des friches ou encore les incitations financières comme le Crédit d'Impôt pour l'Industrie Verte (C3IV) sont autant de mesures positivement accueillies par les investisseurs au travers de notre Baromètre, et ce, malgré une complexité réglementaire persistante.

Recommandations :

Afin de maximiser et d'accélérer la réindustrialisation, l'AmCham insiste sur la nécessité de persévérer dans **la simplification massive des processus et contraintes administratives. Le « choc de simplification », annoncé par le Président Macron en 2021 s'impose aujourd'hui plus que jamais, tant à l'échelle nationale qu'europpéenne.**

L'AmCham invite donc le gouvernement à **mettre en œuvre au plus vite l'ensemble des dispositions prévues par la Loi Industrie Verte** : dé-complexifier les démarches administratives, réduire significativement les délais d'implantation, poser des garde-fous contre les recours abusifs, clarifier les incohérences entre réglementations.

Par ailleurs, l'AmCham met en avant l'importance d'une **stabilisation des mécanismes fiscaux incitatifs**, au premier rang desquels le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), et la **suppression effective et rapide de mécanismes désincitatifs**, comme la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), repoussée à 2027 alors que tant attendue des entreprises.

Enfin, **l'accès à une énergie bas carbone, compétitive, à un tarif stable**, contribuera grandement à la compétitivité des entreprises opérant en France ainsi qu'à leur performance collective dans la course à la réindustrialisation du pays.

3. Capitaliser sur les forces du pays en matière d'innovation et de R&D tout en renforçant les dispositifs d'accompagnement aux entreprises

L'AmCham se félicite de la place de leader occupée par la France en matière d'innovation et de R&D. Grâce à son écosystème d'innovation robuste et dynamique et à la qualité de ses infrastructures, plébiscités par près de 85% des répondants de notre Baromètre, le pays a enregistré 144 projets de centres de R&D en 2022 (en hausse de 8% par rapport à 2021) et fait figure « d'eldorado » en la matière.

Par ailleurs, grâce à des taux d'intérêt historiquement bas et une abondance de liquidités dans les marchés du capital-risque ces dernières années, le paysage économique et technologique français a vu émerger de nouvelles startups innovantes et sociétés technologiques, contribuant activement à animer et renforcer l'attractivité française.

L'innovation étant une des principales réponses à la décarbonation des industries fortement émettrices en CO₂, il est crucial de maintenir cette position de premier plan en renforçant la robustesse de notre écosystème d'innovation en le soutenant par des politiques publiques incitatives.

Recommandations :

Dans cette perspective, l'AmCham recommande de **préserver coûte que coûte les dispositifs d'incitation fiscale tels que le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) et le Crédit d'Impôt Innovation (CII), bénéficiant chaque année à plus de 27 000 entreprises. Largement connus des mères américaines, ces dispositifs encouragent et stimulent efficacement les investissements en R&D tout en étant considérés comme de puissants leviers d'attractivité.**

Par ailleurs, un effort supplémentaire d'accompagnement doit être envisagé pour **soutenir encore davantage l'innovation dans les secteurs identifiés comme stratégiques** par le gouvernement dans sa « Planification écologique et Industrielle », tout en promouvant **la mise en place de grands pôles de compétitivité ou d'incubateurs spécialisés dans des domaines incontournables comme l'énergie, la santé, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la dépollution et le recyclage.**

4. Accompagner le déploiement de l'IA dans les entreprises partout sur le territoire et renforcer la prévention contre les risques cyber

Selon notre baromètre, 90% des investisseurs américains pensent que l'IA aura un impact significatif sur leur performance. À travers sa Stratégie Nationale pour l'Intelligence Artificielle (SNIA) et son Plan France 2030, le gouvernement français a pris la mesure des enjeux en plaçant l'IA comme un axe majeur de développement en matière de recherche, d'investissement, de régulation et d'éthique. L'AmCham salue ces initiatives ainsi que les mesures de soutien engagées envers le secteur de la *deep tech*.

Entre 2021 et 2022, la France a vu le nombre de start-ups en IA passer de 502 à 590, avec plus de 3,2 milliards d'euros levés. Cet élan a été soutenu par les investissements publics, notamment via Bpifrance, au travers de 1,5 milliard d'euros d'aides nationales et régionales.

La France est par ailleurs reconnue pour ses compétences scientifiques et d'ingénierie, attirant des géants comme Google, Cisco ou Microsoft pour y développer leurs centres de R&D en IA.

Toutefois, il reste beaucoup à faire pour généraliser l'adoption de l'IA, particulièrement au sein des PME et des ETI, trop souvent démunies face à l'extraordinaire rapidité d'expansion des nouvelles technologies, dont l'IA générative.

Recommandations :

L'AmCham recommande une **mobilisation nationale et concertée des institutions publiques, des acteurs économiques et des associations pour sensibiliser, former et accompagner les entreprises dans leur transformation numérique et l'adoption de l'IA. Une attention particulière doit être portée aux PME et ETI**, à l'image du « Pack IA » proposé par la région Île-de-France en 2021. Le travail de démystification et d'acculturation doit impérativement se poursuivre, les enjeux et les risques/opportunités étant encore largement méconnus du tissu économique.

Sur ce point, l'AmCham invite le gouvernement à **mieux faire connaître le Programme « IA Booster »** lancé en juin 2023 lequel vise **à accompagner les PME et ETI dans leur processus de transformation numérique en intégrant des solutions d'IA afin d'optimiser leur offre, améliorer leur compétitivité et moderniser leur appareil de production.**

Par ailleurs, **la confiance étant un facteur clé de succès pour l'adoption de l'IA, il est primordial de combattre le sentiment de défiance régulièrement observé vis-à-vis de l'IA**, souvent par manque de compréhension et de connaissance.

D'après le baromètre 2022 de la cybersécurité en entreprise (CESIN), plus d'une entreprise française sur deux a vécu au moins une cyberattaque au cours de l'année 2021. La menace cyber est donc une réalité très coûteuse et concerne tous les acteurs, publics comme privés. En France, le cabinet Asterès estime que les cyberattaques « réussies » ont coûté environ deux milliards d'euros en 2022.

Face à ce risque exponentiel qui n'épargne aucune organisation, **il est impératif de poursuivre les efforts menés au niveau national et local auprès des entreprises dans la lutte contre la cybercriminalité.** L'AmCham soutient les récentes initiatives du gouvernement avec le lancement du dispositif « Cyber PME » qui permettra notamment d'accompagner les petites et moyennes entreprises dans leur montée en compétences pour se protéger contre le risque cyber (diagnostic, mise en œuvre d'un plan d'action et achat de solutions).

5. Renforcer significativement les moyens alloués à la formation pour préparer la France aux « métiers de demain » et apporter des solutions concrètes au problème structurel de manque de main d'œuvre

Selon l'OCDE, d'ici 2030, 80% des compétences fondamentales relèveront du domaine cognitif (« *soft-skills* »).

Alors que les nouvelles technologies, au premier rang desquelles l'IA, transforment, voire révolutionnent les métiers d'aujourd'hui, il paraît impératif de prendre dès à présent le virage du changement en nous préparant aux métiers d'avenir.

Même si notre Baromètre met en avant une perception positive ou très positive du système de formation professionnelle en France, 47% des investisseurs américains jugent que celui-ci n'est pas suffisamment robuste et adapté aux défis des métiers futurs.

Pour que le système de formation professionnelle demeure un atout pour la France, un changement de paradigme fort et rapide s'impose dès à présent : écoliers, étudiants, apprentis, jeunes et moins jeunes actifs, personnes en recherche d'emploi... tous doivent être formés aux nouvelles compétences et ce tout au long de leur vie.

Recommandations :

L'AmCham salue le travail de « France Compétence », dont la Commission de Certification Professionnelle a réalisé un travail d'identification des métiers « en particulière évolution » ou « en émergence » pour les prochaines années. Cette liste, régulièrement mise à jour, permettra aux métiers identifiés de bénéficier d'une meilleure attractivité grâce à une dérogation d'enregistrement au Répertoire National des certifications professionnelles.

Face à l'urgence et aux enjeux de compétitivité pour le pays, l'AmCham recommande aux pouvoirs publics **de capitaliser sur l'excellence du système de formation professionnelle afin de déployer massivement des formations accessibles au plus grand nombre, en commençant par les secteurs les plus en tension, dont le numérique et la transition énergétique.**

L'adaptation des programmes de formation aux besoins du marché doit également être une priorité et implique **une collaboration étroite entre les établissements d'enseignement, les entreprises et les organismes sectoriels.** Les capacités d'anticipation, d'adaptation et de réactivité de notre système de formation et des acteurs économiques seront déterminantes.

Notre capacité à former les talents de demain en France tout en les incitant sur le long terme à mettre leurs compétences au service du pays apparaît également structurante pour relever ces défis.

L'AmCham insiste également sur la nécessité de **diversifier les profils et milieux socio-professionnels auxquels s'adressent ces formations, de favoriser l'accès aux métiers scientifiques & technologiques pour les femmes et de reconsidérer profondément l'emploi des seniors.**

Par ailleurs, au-delà des diplômes, **promouvoir la reconnaissance des compétences acquises au travers de l'expérience**, constituerait également un bon levier pour faciliter les mobilités et les reconversions.

Enfin, l'AmCham réitère son souhait que **des moyens soient déployés aux niveaux des collectivités afin d'offrir un environnement d'accueil plus attractif pour les talents étrangers, en renforçant notamment fortement les offres éducatives et académiques bilingues et la coopération entre les institutions académiques françaises et américaines.**

* * *

Méthodologie et profil des investisseurs américains interrogés

La première enquête sur le moral des investisseurs américains en France a été publiée par l'AmCham en 1995. Avec la collaboration de Bain & Company, le Baromètre est devenu un rendez-vous annuel dès 1999.

Le Baromètre AmCham-Bain, qui en est à sa 24^{ème} édition, répond à 3 objectifs :

- **Mesurer d'une année sur l'autre le moral des investisseurs américains en France** et leur perception de l'environnement économique
- **Comprendre les forces et faiblesses de la France** pour les investissements américains ainsi que les « stimulants » et « irritants » de la vie en France pour les salariés américains
- **Recueillir l'opinion** des investisseurs américains **sur des sujets qui font l'actualité économique en France**, dont l'impact de l'inflation et du contexte géopolitique de 2022

En décembre 2023 et janvier 2024, un questionnaire a été partagé auprès des dirigeants de la plupart des filiales françaises de sociétés américaines.

Nous avons recueilli **140 réponses** de sociétés représentant au total plus de **200 000 employés** en France et plus de **95 milliards d'euros** de chiffre d'affaires en France.

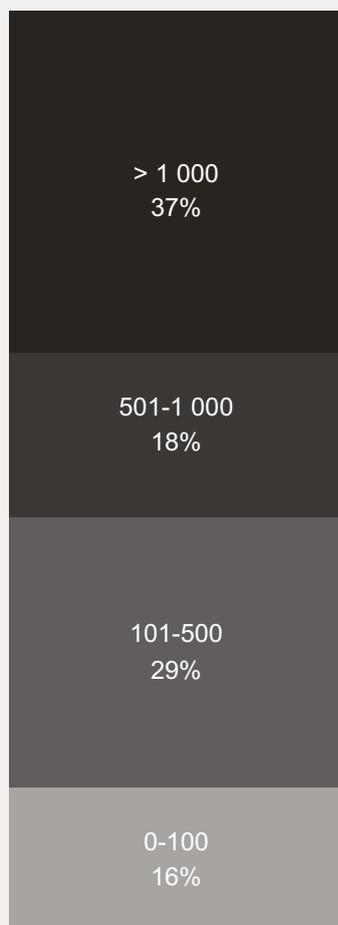
L'échantillon des entreprises répondantes est **équilibré** et **représentatif**, tant par la taille des entreprises que leur secteur d'activité et leur implantation géographique en Ile-de-France ou en régions : il compte 37% d'entreprises de plus de 1 000 salariés en France, 47% d'entreprises entre 100 et 1 000 salariés et enfin 16% d'entreprises de moins de 100 salariés.

Le secteur le plus représenté est celui de l'informatique (14% des répondants), suivi de l'industrie pharmaceutique (13%), puis à ex aequo, du secteur des études/conseil (11%) et de celui de la Chimie/Parachimie (11%). Les secteurs du Conseil Juridique, du Transport/Logistique, de l'Energie/Pétrole/Gaz et du Tourisme et loisirs représentent 6% de l'échantillon. Parmi les autres secteurs représentés, nous pouvons citer la Banque/Assurance, l'aéronautique, le Commerce/Distribution, l'industrie lourde, l'agroalimentaire, l'immobilier ou encore l'électronique. La typologie des répondants est indiquée dans le graphique ci-après.

Elle comporte principalement des dirigeants : présidents et directeurs d'entreprises (32% de l'échantillon) ou d'autres directeurs et senior executives (44%).

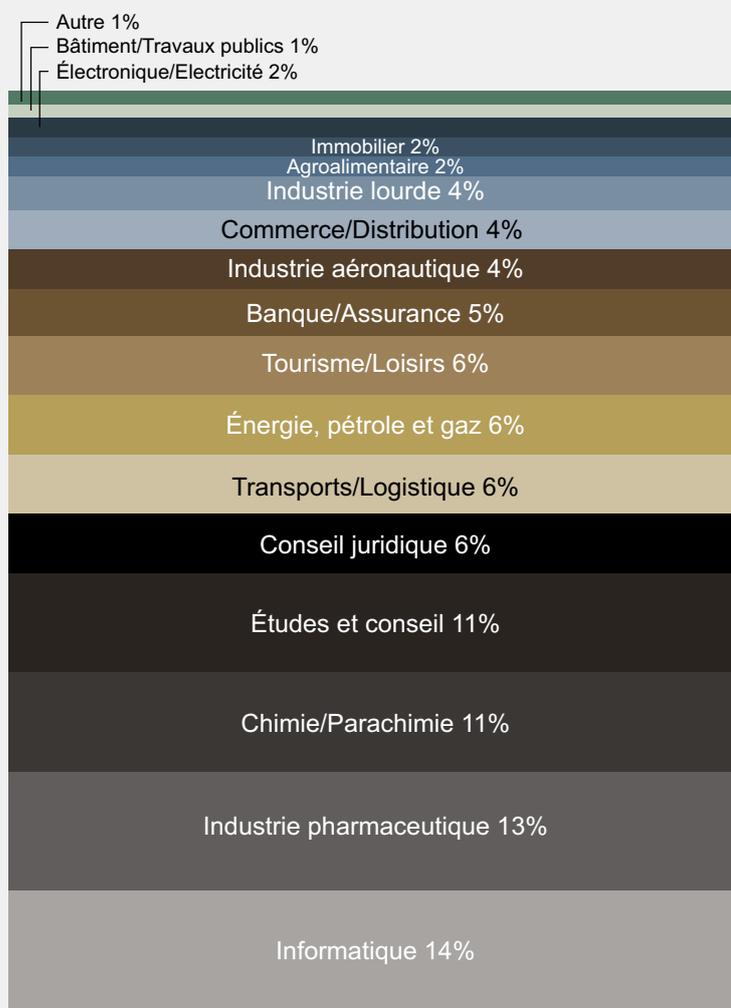
Graphique 40

Segmentation de l'échantillon par nombre de collaborateurs en France



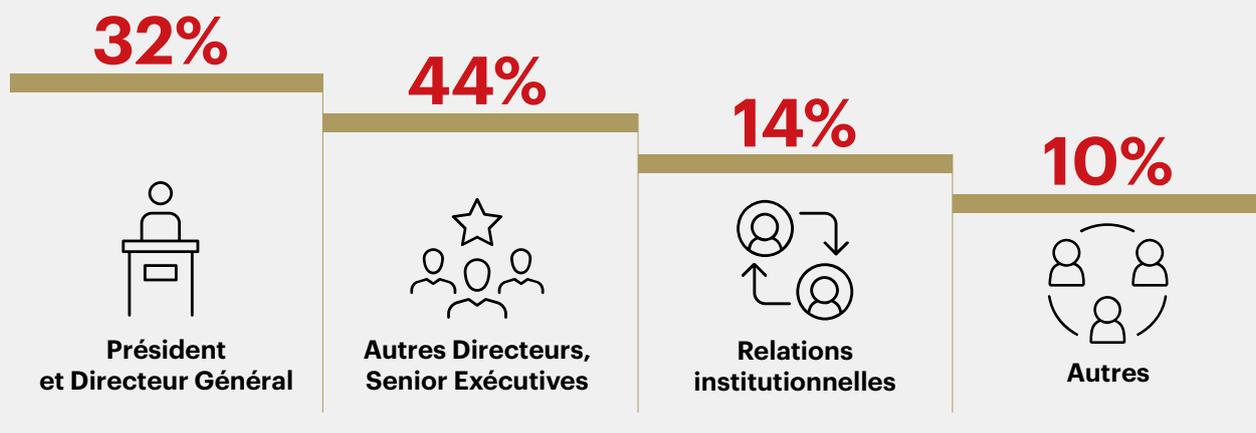
Graphique 41

Segmentation de l'échantillon par secteur d'activité



Graphique 42

Typologie des fonctions des répondants



À Propos



À propos de l'AmCham en France

L'AmCham France a été fondée en 1894 pour promouvoir les échanges économiques entre la France et les États-Unis. En tant que plateforme de rencontre, de réflexion et d'échange, l'AmCham France agit comme un trait d'union entre les milieux politique, économique et académique.

Elle regroupe aujourd'hui des entreprises françaises et américaines ainsi que de nombreux partenaires académiques et économiques des deux bords de l'Atlantique. Indépendante de tout gouvernement, et convaincue que les entreprises ont un rôle crucial à jouer pour faire émerger de nouvelles idées dans le débat public, elle est force de propositions pour répondre aux grands défis sociétaux et économiques.

À ce titre, l'AmCham France s'attache principalement à renforcer l'attractivité de la France. Elle œuvre ainsi auprès des décideurs publics pour développer et consolider un environnement français favorable aux entreprises étrangères, et notamment américaines, qui sont les premiers investisseurs et employeurs étrangers en France.



À propos de Bain & Company

Bain & Company est le cabinet de conseil international qui accompagne les dirigeants ambitieux pour transformer leurs entreprises en pionnières du monde de demain.

À travers 65 bureaux dans 40 pays, nous faisons équipe avec nos clients autour d'une ambition commune : atteindre des résultats exceptionnels qui leur permettent de dépasser la concurrence et de redéfinir leur secteur. En appui de nos expertises intégrées et personnalisées, nous proposons aux entreprises l'accès à un écosystème dynamique qui rassemble les acteurs du digital et de la technologie les plus innovants. Grâce à cette approche, les résultats obtenus par nos clients sont supérieurs, plus rapides et plus durables.

Depuis la fondation de Bain & Company en 1973, nous mesurons notre succès à l'aune de celui des entreprises qui nous font confiance : nous sommes fiers de bénéficier du taux de recommandation le plus élevé de notre secteur du conseil.

À travers notre engagement d'investir plus d'un milliard de dollars sur 10 ans dans des activités bénévoles, nous mobilisons nos talents, ressources et expertises auprès d'associations et organismes à but non lucratif pour répondre aux défis urgents qui s'imposent en matière d'éducation, d'équité raciale et sociale et de développement économique et environnemental.



AmCham France

77 rue de Miromesnil
75008 Paris, France
www.amchamfrance.org
+33 1 56 43 45 67



Bain & Company

25 avenue Kléber
75116 Paris, France
www.bain.com
+33 1 44 55 75 75